



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
DE SAINTES**

**PROCÈS-VERBAL
DE LA RÉUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DU 15 DÉCEMBRE 2020**

Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes s'est réuni en visioconférence le 15 décembre 2020, sous la présidence de Monsieur Bruno DRAPRON.

Étaient présents :

Monsieur Gérard PERRIN
Monsieur Jean-Luc MARCHAIS
Monsieur Éric PANNAUD
Monsieur Jean-Luc FOURRE
Madame Annie GRELET
Madame Anne-Sophie SERRA-DAVISSEAU
Monsieur Jean-Michel ROUGER
Monsieur Jean-Claude DURRAT-SPRINGER
Monsieur Alain MARGAT
Monsieur Éric BIGOT
Monsieur Gaby TOUZINAUD
Monsieur Pascal GILLARD
Monsieur Bernard CHAIGNEAU
Monsieur Francis GRELLIER (jusqu'à la
délibération n°2020-253)
Madame Claudine BRUNETEAU
Monsieur Pierre-Henri JALLAIS
Monsieur Joseph DE MINAC
Monsieur Jérôme GARDELLE
Monsieur Stéphane TAILLASSON (sauf pour les
délibérations n°2020-225 et n°2020-226)
Monsieur Cyrille BLATTES
Monsieur Alexandre GRENOT (sauf pour les
délibérations n°2020-251 à n°2020-253)
Monsieur Jacki RAGONNEAU
Madame Agnès POTTIER
Monsieur Philippe ROUET (sauf pour les
délibérations n°2020-247 à n°2020-249)
Monsieur Philippe DELHOUME
Monsieur Pierre TUAL
Monsieur Raymond MOHSEN
Monsieur David MUSSEAU
Monsieur Bernard COMBEAU
Madame Mirelle ANDRÉ
Madame Véronique ABELIN-DRAPRON
Madame Caroline AUDOUIN
Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE

Monsieur Ammar BERDAÏ
Madame Florence BETIZEAU
Monsieur Philippe CALLAUD (sauf pour la
délibération n°2020-252)
Madame Véronique CAMBON (à partir de la
délibération n°2020-227)
Monsieur Rémy CATROU (à partir de la
délibération n°2020-233)
Madame Marie-Line CHEMINADE
Monsieur Philippe CREACHCADEC
Monsieur Laurent DAVIET
Monsieur Pierre DIETZ
Monsieur Bruno DRAPRON
Monsieur François EHLINGER
Monsieur Jean-Philippe MACHON
Monsieur Pierre MAUDOUX (à partir de la
délibération n°2020-243 jusqu'à la délibération
n°2020-250, et à partir de la délibération
n°2020-252)
Madame Evelyne PARISI
Monsieur Jean-Pierre ROUDIER (Jusqu'à la
délibération n°2020-254)
Monsieur Joël TERRIEN
Madame Charlotte TOUSSAINT
Madame Céline VIOLLET
Monsieur Frédéric ROUAN
Madame Amanda LESPINASSE
Monsieur Jean-Marc AUDOUIN
Monsieur Pierre HERVÉ (à partir de la
délibération n°2020-230)
Monsieur Michel ROUX
Monsieur Patrick PAYET (jusqu'à la délibération
n°2020-239)
Madame Éliane TRAIN
Madame Françoise LIBOUREL
Monsieur Fabrice BARUSSEAU

Monsieur Thierry BARON a donné pouvoir à Monsieur Philippe CALLAUD (sauf pour la délibération n°2020-252)

Madame Véronique CAMBON a donné pouvoir à Madame Caroline AUDOUIN (jusqu'à la délibération n°2020-226)

Monsieur Charles DELCROIX a donné pouvoir à Monsieur Joël TERRIEN

Madame Dominique DEREN a donné pouvoir à Monsieur Bruno DRAPRON

Monsieur Pierre MAUDOUX a donné pouvoir à Monsieur Pierre DIETZ (jusqu'à la délibération n°2020-242 et pour la délibération n°2020-251)
Madame Véronique TORCHUT a donné pouvoir à Madame Marie-Line CHEMINADE.

Messieurs Francis GRELLIER (à partir de la délibération n°2020-253), Stéphane TAILLASSON (pour les délibérations n°2020-225 et n°2020-226), Alexandre GRENOT (pour les délibérations n°2020-251 à n°2020-253), Philippe ROUET (pour les délibérations n°2020-247 à n°2020-249), Thierry BARON (Pour la délibération n°2020-252), Philippe CALLAUD (Pour la délibération n°2020-252), Rémy CATROU (jusqu'à la délibération n°2020-232), Jean-Pierre ROUDIER (à partir de la délibération n°2020-255), Pierre HERVE (jusqu'à la délibération n°2020-229), Patrick PAYET (à partir de la délibération n°2020-240) sont excusés.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS est désigné secrétaire de séance.

Monsieur le Président souhaite la bienvenue aux élus communautaires. Ce Conseil se tient pour la deuxième fois à distance, du fait des mesures sanitaires mais aussi du couvre-feu à respecter. En attendant que les chiffres de l'épidémie s'améliorent afin que les membres puissent rapidement se retrouver tous ensemble, il faut rester vigilant et respecter tous les gestes barrières. Pour la première fois, le Conseil Communautaire sera retransmis sur la chaîne YouTube de l'agglomération. Cela permettra aux habitants de pouvoir regarder ce Conseil Communautaire en temps réel et suivre les débats.

En préambule, Monsieur le Président souhaite rendre un hommage à Valéry Giscard d'Estaing, décédé le 2 décembre dernier. Il était un Président de la République visionnaire, progressiste et profondément européen. Une minute de silence est observée.

En matière d'évolution de l'offre de formation sur notre territoire, Monsieur le Président remercie Monsieur Eric PANNAUD et les services qui ont travaillé sur l'appel à projet « campus connecté » : le dossier de la CDA a été retenu, c'est une très bonne nouvelle pour les habitants ! En septembre prochain, l'agglomération de Saintes aura donc la chance de proposer une offre de formation de proximité pour les jeunes ou les adultes en reconversion, en collaboration étroite avec l'Université de La Rochelle.

Monsieur le Président rappelle les modalités de scrutin.

Il indique que ce Conseil est un moyen de construire l'avenir, d'abord par le soutien aux 6 lauréats 2020 de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), qui seront présentés par Monsieur Pierre-Henri JALLAIS. Ensuite en accompagnant les entreprises du territoire, Monsieur Frédéric ROUAN présentera un beau projet : accueillir prochainement un atelier de transformation culinaire à Corme-Royal. Préparer l'avenir passe aussi par le soutien aux associations locales, à un moment où elles en ont particulièrement besoin, notamment celles qui œuvrent les jeunes à se former. Une délibération portera sur l'avance de subventions avant le vote du budget en mars 2021, tandis qu'une autre permettra d'aider au recrutement de jeunes en contrat d'apprentissage. Plusieurs outils seront également proposés pour accompagner les habitants rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi notamment avec l'accord cadre d'achat de prestation d'insertion et de qualification pour les publics résidant sur le territoire de l'agglomération de Saintes.

Autre sujet majeur pour demain : le financement de la gestion des déchets. Dans un contexte tendu et incertain, face à l'évolution par l'Etat de la taxe générale sur les activités polluantes et à l'évolution de la contribution de Cyclad, Monsieur Jérôme GARDELLE présentera les nouveaux tarifs de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères à compter du 1^{er} janvier 2021.

Enfin, parmi les délibérations financières devant être prises chaque fin d'année, certaines concernent les impacts de la COVID-19 sur les budgets et sur les attributions de compensation provisoires puisque les CLECT sur les eaux pluviales urbaines et le plan local d'urbanisme intercommunal ne se tiendront qu'à la rentrée 2021.

Monsieur le Président liste les pouvoirs, et procède à l'appel nominal des membres.

AFFAIRES GÉNÉRALES ET JURIDIQUES

Approbation du Procès-verbal du Conseil Communautaire du 22 septembre 2020

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE s'étonne que les interventions qu'elle a effectuées n'apparaissent pas dans le procès-verbal, qui retrace l'essentiel des débats. Elle demande si cela est normal, et s'il s'agit d'un résumé des propos.

Monsieur le Président explique qu'il s'agit du Conseil du 22 septembre, et non du 17 novembre. L'approbation du dernier procès-verbal aura lieu lors du prochain Conseil.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE pensait avoir pris la parole lors de ce Conseil également.

Monsieur le Président précise à Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE qu'elle était absente lors du Conseil du 22 septembre.

Monsieur le Président rappelle que les débats sont enregistrés, et transcrits d'après l'enregistrement.

Le procès-verbal du Conseil Communautaire du 22 septembre 2020 est approuvé à l'unanimité des membres.

ÉCONOMIE-TOURISME

2020-225. Association du Pôle Innovation Saintes - Désignation des représentants - Modification

Monsieur le Président explique que les représentants étaient jusqu'alors Monsieur Alexandre GRENOT ainsi que lui-même. La proposition est de remplacer Monsieur Alexandre GRENOT par Monsieur Frédéric ROUAN.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.2121-21

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 1°), « Développement économique »,

Vu la délibération n°2018-147 du Conseil Communautaire en date du 28 juin 2018 portant adhésion de la CDA de Saintes à l'Association du Pôle Innovation de Saintes,

Vu les statuts de l'« Association du Pôle Innovation de Saintes » en date du 4 juillet 2018,

Vu la délibération n°2020-140 du Conseil Communautaire en date du 30 juillet 2020, transmise au contrôle de légalité le 6 août 2020, portant désignation des représentants à l'Association du Pôle Innovation de Saintes,

Considérant que Monsieur Alexandre GRENOT a été désigné représentant par la délibération n°2020-140 du Conseil Communautaire susvisée,

Considérant que Monsieur Alexandre GRENOT ne pourra assurer cette représentation au sein de l'Association du Pôle Innovation Saintes,

Considérant qu'il convient de le remplacer et qu'il est ainsi proposé de désigner comme représentant le candidat suivant :

- Monsieur Frédéric ROUAN

Au vu de l'ensemble de ces éléments, il est proposé au Conseil Communautaire :

- *De procéder à la modification d'un représentant de la CDA de Saintes au sein de l'Association du Pôle Innovation de Saintes désigné par délibération n°2020-140 du Conseil Communautaire en date du 30 juillet 2020 au scrutin public selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.*
- *De désigner Monsieur Frédéric ROUAN comme représentant au lieu de Monsieur Alexandre GRENOT, à compter du rendu exécutoire de la présente délibération.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 61 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2020-226. Signature avec CEMES EMPLOI II d'un avenant de prolongation de la convention d'octroi d'une subvention dans le cadre de l'appel à projets ESS 2019

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS explique que cette délibération vise à régler les problèmes collatéraux de la Covid. Le CEMES EMPLOI est une structure qui a été lauréate de l'appel à projets ESS 2019 et qui, compte

tenu des circonstances, n'a pas pu développer son activité et se lancer comme cela était prévu. Elle a sollicité un avenant afin de pouvoir toucher sa subvention. Il est proposé de décaler de six mois l'octroi de cette subvention. Plusieurs situations de ce type se présentent cette année, des activités n'ont pas pu se lancer comme elles le souhaitaient. D'autres sollicitations comme celle-ci sont à prévoir dans les semaines à venir.

Monsieur Jean-Philippe MACHON observe qu'au niveau de l'avenant, il est fait référence à des difficultés internes de management au sein de l'Association. Le Covid n'est donc pas le seul à avoir mis cette association en péril. Les difficultés semblent liées à des problèmes internes de management. Monsieur Jean-Philippe MACHON se demande si cette association est réellement en capacité de mener ce projet, compte tenu de ses difficultés internes de management, et si l'agglomération va subventionner le bon partenaire.

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS indique que le CEMES est une structure qui a pignon sur rue depuis de nombreuses années. Dans le courant de l'année, elle s'est trompée concernant un recrutement managérial au niveau de sa direction. Elle s'est aujourd'hui restructurée, et la suite ne génère aucune inquiétude. Si le projet ne pouvait pas aller à son terme, il n'y aurait pas de décaissement d'aide, toutefois cela ne semble pas constituer un sujet.

Monsieur Patrick PAYET demande des explications sur l'objet de cette association, qu'il ne connaît pas.

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS explique que le CEMES est un groupement d'employeurs qui a vocation à travailler essentiellement autour du monde agricole. Le CEMES EMPLOI est une branche qui a vocation à toucher un groupement d'employeurs beaucoup plus généraliste, ce qui permettrait de créer des emplois dans un certain nombre de domaines économiques. Des démarches ont déjà été entreprises dans la Cité Entrepreneuriale. Il s'agit d'un service nouveau qui va être proposé sur le territoire.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 1°) « Développement économique »,

Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018 relative à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,

Vu la convention signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération et le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine,

Vu la délibération n°2019-183 du Conseil communautaire en date du 7 novembre 2019, attribuant des subventions dans le cadre des prix de l'appel à projets en faveur de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) 2019,

Vu la délibération n°2019-69 du bureau communautaire du 29 novembre 2019, autorisant de signer les conventions d'octroi des prix avec les lauréats de l'appel à projets en faveur de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) 2019,

Vu la convention d'octroi d'une subvention dans le cadre de l'appel à projets en faveur de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) de l'année 2019 signée le 9 janvier 2020 avec l'association CEMES EMPLOI,

Considérant le courrier de l'association CEMES EMPLOI II, reçu le 15 octobre 2020, relatant les difficultés rencontrées en 2020 tant à cause de la gouvernance interne de l'association que des circonstances sanitaires inattendues de la crise COVID 19,

Considérant que ces difficultés ont contraint l'association à repousser en 2021 son projet de développement d'emplois partagés sur le territoire de Saintes,

Considérant que CEMES EMPLOI II est bien l'association du groupe CEMES CESAM chargée du déploiement d'une activité de groupement d'employeurs pour les secteurs professionnels allant au-delà de l'agriculture, objet de la candidature à l'appel à projets ESS 2019,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les termes de l'avenant ci-joint à la convention signée le 9 janvier 2020 avec l'association CEMES EMPLOI pour l'octroi d'une subvention dans le cadre de l'Appel à Projets ESS au titre de l'année 2019, modifiant notamment la durée de la convention initiale.

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment de l'Economie Sociale et Solidaire à signer cet avenant avec l'association CEMES EMPLOI II.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 61 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

2020-227. Appel à projets Économie Sociale et Solidaire 2020 : attribution des subventions aux lauréats et autorisation de signature des conventions

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS précise que cet appel à projets a lieu pour la troisième année consécutive. Il rappelle que l'appel était doté de 35 000 euros, pour des structures endogènes ou exogènes qui ont vocation à s'installer sur le territoire et qui répondent aux règles en vigueur concernant l'Économie Sociale et Solidaire (ESS). Cette année, l'appel à projets a été particulier. Les contacts ont été moins nombreux que les années précédentes, la période n'ayant pas été propice sur le premier semestre. Les contacts ont été plus difficiles à établir, même si les rendez-vous ont pu se tenir en visio. Sur la douzaine de personnes qui ont approché les services, sept dossiers ont pu être dégagés, qui ont été présentés à un jury composé de la région Nouvelle-Aquitaine, de la CRESS, de France Active, du Crédit coopératif et des services de l'agglomération. Sur ces sept projets, six lauréats ont été retenus, ce qui représente une enveloppe globale distribuée de 31 800 euros sur les 35 000 euros de dotation.

Une subvention de 15 000 euros a été attribuée au projet de Madame Amina BEN YELLES appelé SIGNMOVE. Il s'agit d'une start-up hébergée par le pôle innovation, qui s'intéresse à la création d'une plateforme numérique pour les personnes sourdes et malentendantes pour le passage du Code de la route. Si le projet se déroule comme prévu, le rayonnement envisagé est national, voire européen, puisqu'il répond à une demande qui n'est pas encore satisfaite.

Monsieur Xavier DEBAY est également suivi, dans le cadre d'un projet appelé Retour O Sol. Ce projet fait écho au travail mené par Monsieur Jérôme GARDELLE concernant la gestion des déchets ménagers. Le projet est suivi à hauteur de 8 000 euros, afin de participer à la collecte, au compostage et au recyclage des bio-déchets des professionnels et des particuliers. Le projet sera installé à Saintes, mais Monsieur DEBAY a pour vocation de se développer sur la Charente.

L'APF France Handicap sera suivie pour la création d'un groupe d'entraide mutuelle pour les personnes cérébro-lésées. La subvention attribuée s'élève à 5 000 euros. Le projet répond à une attente locale et réelle.

Un groupe de jeunes agriculteurs est suivi à hauteur de 2 000 euros pour un projet autour de la création d'un panier de producteurs. Ce système a été initié lors du premier confinement et a très bien fonctionné. Les paniers comprennent du bio, du raisonné et du conventionnel. Il s'agit d'une nouvelle manière de travailler autour des circuits courts.

Café Boost est en train de développer son activité en Charente-Maritime, et notamment à Saintes. Cette association a pour vocation de mettre en réseau les porteurs de projets et les créateurs d'entreprises en lien avec l'ESS.

Enfin, le projet de Madame Christelle CORBRAS vise à animer des Ateliers Zéro Déchets pour l'apprentissage de la fabrication de produits d'hygiène. Une subvention de 800 euros a été accordée.

L'appel à projets est hétéroclite, mais correspondait néanmoins aux attentes et au cahier des charges.

Monsieur Jean-Philippe MACHON demande quel est l'enjeu de création d'emploi lié à ces projets.

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS explique que dans un premier temps, chacun des porteurs de projet va créer son propre emploi. La porteuse du premier projet va avoir besoin de s'entourer d'un certain nombre de

prestataires et de personnes, notamment en ce qui concerne le développement informatique. Son projet peut rapidement générer une dizaine d'emplois, voire beaucoup plus. Il pourra s'agir de personnes qu'elle va embaucher directement comme de prestataires avec lesquels elle va travailler sur le secteur saintais. Pour ce qui est du second projet, Monsieur DEBAY va se lancer seul dans un premier temps, sous couvert d'HELISCOOP. Il risque d'être rapidement débordé et d'avoir besoin de recruter deux ou trois personnes. Le projet de l'APF va générer deux emplois dès sa création. Pour ce qui est des jeunes agriculteurs, ce sont eux qui alimentent, et ils auront besoin d'une personne pour faire fonctionner le dispositif en interne. Enfin pour Café Boost et le projet de Madame CORBRAS, il s'agira d'un emploi.

Monsieur Jean-Philippe MACHON en déduit que l'enjeu porte sur une quinzaine d'emplois.

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS confirme qu'une quinzaine d'emplois directs sont concernés. Par ailleurs, le travail mené par Amina BEN YELLES va promouvoir le rayonnement du territoire saintais au niveau national. Le marché qui s'offre à elle est considérable.

Monsieur Jean-Philippe MACHON estime qu'il serait intéressant que cet aspect soit présenté.

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS considère qu'un important travail de communication aura lieu. Madame BEN YELLES étant suivie par le pôle innovation.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-1 et L. 1511-2,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 09 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 1°) « Développement économique »,

Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018 relative à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,

Vu la convention pour le SRDEII (Schéma de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation) signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération et le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine,

Vu la décision n°20-102 en date du 9 juin 2020 autorisant le lancement de l'appel à projets Economie Sociale et Solidaire 2020,

Considérant le diagnostic de l'Economie Sociale et Solidaire réalisé en collaboration avec la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire et présenté en novembre 2017 comportant un plan d'actions comprenant entre autres le lancement d'appel à projets sur l'émergence d'activités nouvelles,

Considérant le règlement de l'appel à projets ESS 2020, son lancement et l'affectation d'une somme de 35.000 € aux lauréats qui seront désignés par un jury institué à l'article 8 dudit règlement,

Considérant que 7 dossiers ont été déposés dans le délai imparti par le règlement de l'appel à projets,

Considérant que le jury d'examen des candidatures, composé de représentants du Crédit Coopératif, de France Active, du Conseil Régional de la Nouvelle Aquitaine, de la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire et de la Communauté d'Agglomération de Saintes (élu et techniciens), s'est réuni le 6 novembre 2020, a auditionné les candidats et analysé techniquement les dossiers,

Considérant qu'un dossier examiné par le jury sur les 7 reçus n'a pas été retenu en qualité de lauréats sans toutefois remettre en cause la qualité de ce projet,

Considérant que 6 dossiers présentés ont été retenus en qualité de lauréats (SIGNMOVE, Retour O Sol, APF France Handicap, Jeunes Agriculteurs de Charente-Maritime, Café Boost et Ateliers Zéro Déchet),

Considérant le projet de Madame Amina BEN YELLES, en incubation au Pôle Innovation à Saintes, dont le projet prévoit la création début 2021 d'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) dénommée SIGNMOVE, destinée à offrir des solutions numériques aux sourds désirant passer le permis de conduire (partie code), le jury appréciant la cible du monde des handicapés à une échelle nationale et européenne, le choix de la forme coopérative de l'entreprise et la création de 4 emplois qualifiés à moyen terme, tout

en étant attentif à la concrétisation du projet à Saintes et à la nécessité d'un rapprochement avec l'Union Régionale des SCOP (URSCOP) pour finaliser le montage du projet en SCIC,

Considérant le projet de Monsieur Xavier DEBAY, qui projette d'intégrer la coopérative HELISCOOP pour le lancement de son activité « Retour O Sol » de collecte et de valorisation des bio déchets des professionnels et des particuliers, le jury ayant vivement souhaité que le projet d'intégration d'HELISCOOP soit confirmé avant la fin de l'année 2020 et qu'il adopte bien ainsi le format d'un dispositif d'incubation social et solidaire,

Considérant que la délégation départementale de la Charente-Maritime de l'association APF France Handicap a décidé de créer un Groupe d'Entraide Mutuelle (GEM) en direction des personnes cérébrolésées à Saintes, que sa légitimité est confortée par les études et enquêtes préalables engagées, et que le jury a été sensible à l'utilité sociale et solidaire manifeste de ce projet qui entraîne également la création de deux emplois en contrat à durée indéterminée,

Considérant la création récente à Saintes par l'association Jeunes Agriculteurs Charente-Maritime (JA17) d'un dispositif « Panier de Producteurs » regroupant dès son lancement une quinzaine de producteurs fermiers, éleveurs et maraîchers afin d'écouler leur production dans une logique de circuit court et d'offre diversifiée, le jury appréciant cette initiative née des difficultés d'approvisionnement pendant la crise sanitaire de la COVID 19, son insertion dans le Projet Alimentaire Territorial (PAT) du Pays de la Saintonge Romane et sa potentialité de développement à moyen terme au sein de l'Agrocampus,

Considérant l'ouverture prévue par l'association Café Boost à Angoulême d'une antenne saintaise destinée à faire rayonner son activité visant à rompre l'isolement des porteurs de projets et des créateurs d'entreprises, partager les bonnes pratiques, échanger des compétences, s'entraider et s'informer via des rencontres et des événements, le jury appréciant le dynamisme reconnu de l'association sur son territoire de développement initial et son rôle efficace d'animation des réseaux et outils de l'économie sociale et solidaire,

Considérant le lancement récent de l'activité « Ateliers Zéro Déchet » de Madame Christelle CORBRAS, qui a rejoint la coopérative HELISCOOP pour la développer, le projet étant d'animer des ateliers de démonstration et d'apprentissage de la fabrication de produits d'hygiène avec des produits de base ainsi que la vente desdits produits, le jury appréciant la démarche constructive et la motivation de Madame CORBRAS,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- D'accorder à la SCIC en cours de constitution SIGNMOVE une subvention de 15.000 €,
 - D'accorder à M Xavier DEBAY, porteur du projet « Retour O Sol », via la SCIC HELISCOOP, une subvention de 8.000 €,
 - D'accorder à l'association APF France Handicap une subvention de 5.000 €,
 - D'accorder à l'association Jeunes Agriculteurs Charente-Maritime (JA17) une subvention de 2.000 €,
 - D'accorder à l'association Café Boost une subvention de 1.000 €,
 - D'accorder à Mme Christelle CORBRAS, porteuse du projet « Atelier Zéro Déchets », via la SCIC HELISCOOP, une subvention de 800 €,
- d'approuver les termes des conventions ci-jointes à signer avec les 6 lauréats de l'appel à projets ESS 2020, fixant les conditions d'attribution des aides.
- d'autoriser Monsieur le Vice-président en charge notamment de l'Economie Sociale et Solidaire, à signer avec les bénéficiaires lesdites conventions ainsi que tous documents y afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 62 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2020-228. Attribution d'une aide économique à la SAS La Cuisine des producteurs charentais pour le projet de construction d'un atelier de transformation collectif

Monsieur Frédéric ROUAN explique que la société est composée de quatre agriculteurs qui ont pour projet de créer un atelier de transformation collectif sur la commune de Corme-Royal. L'objectif est de mettre à disposition du groupement de producteurs et des autres producteurs du territoire un outil adapté pour pouvoir assurer la transformation de leurs produits ainsi que la valorisation en circuit court. Les produits comprennent des fruits et légumes, mais aussi de la viande. Un tel outil permettra à chaque agriculteur d'économiser les kilomètres nécessaires pour aller transformer les produits ailleurs, d'assurer la traçabilité des produits et de limiter les pertes de production. La SAS souhaite engager un important programme d'investissements matériels. Le projet est conforme à la volonté de l'agglomération de soutenir les circuits courts et les projets agro-alimentaires. Une convention a été signée en 2018 entre la CDA et le Conseil Régional. En matière de financement, la CDA a été sollicitée à hauteur de 10 % du projet.

Monsieur Jean-Philippe MACHON demande s'il s'agit du même projet que celui lancé par la Saintonge Romane sur lequel Madame Céline VIOLLET avait travaillé. Il souhaite savoir à qui appartient le terrain sur lequel il va être construit. Enfin, il demande quel est l'enjeu d'emplois à créer sur ce projet d'ici à cinq ans.

Monsieur Frédéric ROUAN explique que, le projet ayant démarré en juillet 2018, il s'agit certainement de celui auquel Monsieur MACHON fait référence. Le terrain appartient à la société, il a été laissé par un des producteurs. Il existe des enjeux d'emploi, un emploi sera d'abord créé sur l'atelier. De plus, le projet va permettre de maintenir et de pérenniser les exploitations agricoles déjà en place.

Monsieur le Président ajoute que ce service en bio et en circuit court n'existait pas sur le territoire. Il tient à souligner l'implication d'Éric PANNAUD sur ce dossier.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-1 à L. 1511-2 et L.4251-17,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 09 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 1°) « Développement Economique »,

Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018 relative à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,

Vu la convention pour le SRDEII (Schéma de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation) signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération et le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine,

Considérant le dispositif de soutien aux filières alimentaires pour le renforcement de la compétitivité et de l'innovation par la création, l'extension et la modernisation des unités de production agroalimentaires,

Considérant l'effort d'investissement de la « La cuisine des producteurs charentais » (Société par Actions Simplifiée), pour la création d'un atelier de transformation collectif qui sera mis à disposition des producteurs locaux pour la valorisation de leur production, sur la commune de Corme Royal,

Considérant le projet de cette société qui a pour objet principal de développer la valorisation des productions locales,

Considérant que ces investissements incluent des dépenses éligibles à l'aide de la Communauté d'agglomération à hauteur de 990 000 € H.T. pour la construction d'un bâtiment professionnel, les frais d'assistance à maîtrise d'ouvrage et l'acquisition de différents matériels de production,

Considérant le courrier de demande de subvention de « La cuisine des producteurs charentais » (Société par Actions Simplifiée), en date du 26 octobre 2020,

Considérant le plan de financement prévisionnel ci-dessous :

DEPENSES	En €	RECETTES	En €
----------	------	----------	------

Construction	330 000	LEADER/FEADER PSR	100 000
Equipements	393 000	Conseil Régional	150 000
Eau, énergie	77 000	Conseil Départemental	150 000
Assistance à maîtrise d'ouvrage	190 000	CDA de Saintes	99 000
		Autofinancement, emprunts	491 000
TOTAL	990 000	TOTAL	990 000

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'attribuer une subvention maximum de 99 000 € à La cuisine des producteurs charentais (Société par Actions Simplifiée), pour financer ses dépenses d'investissement prévues pour l'aménagement de ses locaux professionnels s'élevant à 990 000 € H.T.,

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge de l'aménagement du territoire, à signer tous documents relatifs à la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 62 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2020-229. Autorisation de signer le marché de « Fourniture et pose de totems, de jalonnement et de signalétique entreprise pour les zones d'activités économiques de la Communauté d'Agglomération de Saintes »

Monsieur Francis GRELLIER rappelle que la CDA dispose de la compétence sur les zones d'activités depuis janvier 2018. Dans l'objectif de rénover et de mettre en cohérence la signalétique des treize zones situées sur le territoire de la CDA, une consultation a été lancée sous forme d'un appel d'offres ouvert avec un lot unique. Le marché est programmé pour un an renouvelable deux fois. Sept candidats ont déposé des offres, et après analyse de celles-ci, le marché a été attribué à l'entreprise SIGNAUX GIROD, qui dispose d'une antenne sur Saintes. Il est proposé de donner l'autorisation de signer le marché.

Monsieur Jean-Philippe MACHON a relevé que l'entreprise disposait d'une antenne à Saintes. Il demande si les entreprises locales ont répondu à ce marché.

Monsieur Francis GRELLIER indique que ces entreprises n'ont pas déposé de proposition.

Monsieur Jean-Philippe MACHON le regrette. Il demande si l'antenne de l'entreprise choisie dispose déjà de plusieurs employés à Saintes.

Monsieur Francis GRELLIER confirme qu'elle dispose de personnel sur place.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite savoir si le cahier des charges a tenu compte de l'utilisation de l'espace public, et notamment de la taille réduite prévue dans le règlement d'affichage de la CDA en ce qui concerne les totems et les affichages publicitaires, et si une cohérence est observée dans l'ensemble des zones de la CDA.

Monsieur Francis GRELLIER confirme qu'une cohérence sera établie afin que toutes les zones soient signalées de la même façon. Une phase d'étude permettra de mettre au point les modalités des signalétiques, des panneaux et des totems.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de la Commande Publique et notamment les articles L. 1111-1, L. 2125-1, R. 2162-13 et R. 2162-14,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Vu la délibération n°2020-121 du conseil Communautaire du 30 juillet 2020 portant délégation du Conseil Communautaire au Président, et notamment le point n°4 relatif à la passation des marchés et de leurs avenants,

Considérant que la délégation au Président n'est consentie que pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation à l'exception de la décision de signer les marchés et les accords-cadres, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant supérieur aux seuils des procédures formalisées prévus par les textes en vigueur pour les marchés publics de fournitures et services et supérieur à 2 000 000 € H.T pour les marchés publics de travaux ainsi que toute décision concernant leurs avenants sans incidence financière ou avec une incidence financière limitée en cas d'augmentation à 5 % du montant global du marché initial, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant que le marché de fourniture et pose de totems, de jalonnement et de signalétique entreprise pour les zones d'activités économiques de la Communauté d'Agglomération de Saintes, est d'un montant supérieur au seuil susvisé,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes a lancé une consultation pour la fourniture et pose de totems, de jalonnement et de signalétique entreprise pour les zones d'activités économiques, sous la forme d'un appel d'offres ouvert (date d'envoi de l'avis à la publicité le 26 juin 2020),

Considérant que la consultation est composée d'un lot unique,

Considérant que la Commission d'Appel d'Offres de la Communauté d'Agglomération de Saintes a attribué, le 03 novembre 2020, le marché de fourniture et pose de totems, de jalonnement et de signalétique entreprise pour les zones d'activités économiques, à l'entreprise SIGNAUX GIROD, 881 Route des Fontaines, Bellefontaine, BP 30004, 39401 MOREZ Cedex,

Considérant que le marché est passé avec un montant minimum de 90 000 € HT et sans montant maximum,

Considérant que le marché est conclu à compter de sa date de notification pour une durée d'un an, reconductible tacitement deux fois un an, soit une durée maximum de trois ans.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'autoriser Monsieur le Président, à signer l'accord-cadre et toutes les pièces liées à la procédure avec l'entreprise SIGNAUX GIROD, 881 Route des Fontaines, Bellefontaine, BP 30004, 39401 MOREZ Cedex.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 62 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

DROITS DES SOLS ET ACTION FONCIÈRE

2020-230. Modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n° 2 du PLU de Saintes

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS explique que le secteur de Saintronic est principalement concerné. L'objet de la délibération est la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée du registre permettant à la population de faire part de ses observations. Durant un mois, le public pourra se prononcer sur ce projet de modification. Il s'agit de transformer une zone UX du PLU de Saintes en zone UY pour permettre l'implantation d'entreprises productives. Les registres de consultation seront à disposition du public à la mairie de Saintes ainsi qu'au siège de la CDA.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L. 153-36 à L153-40, L. 153-45 à L153-48, R. 153-20 et R. 153-21,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 2°) relatif à l'Aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saintes approuvé par délibération du conseil municipal en date du 20/12/2013, modifié en date du 19/06/2015, 15/11/2017 et 10/04/2019, révisé en date du 12/04/2017 et 06/02/2019,

Vu l'arrêté n°20-1162 du Président en date du 21 août 2020, transmis au contrôle de légalité le 21 août 2020, portant modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Saintes,

Considérant que la procédure de modification simplifiée a pour objet la création d'une zone UY remplaçant la zone UX sur l'emprise de la zone d'activités économique de l'Ormeau de Pied afin d'interdire de nouvelles implantations commerciales ainsi que le changement de destination des bâtiments existants vers du commerce afin de préserver la vocation industrielle et artisanale de la zone,

Considérant que l'article L.153-47 du Code de l'Urbanisme prévoit que le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées sont mis à la disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations et qu'il revient désormais au Conseil Communautaire de préciser les modalités de cette mise à disposition,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de mettre le dossier comprenant le projet de modification simplifiée n°2 du PLU de Saintes, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées, à la disposition du public du 1^{er} février 2021 au 3 mars 2021 inclus.

- d'approuver les modalités de mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée n°2 du PLU de Saintes comme suit :

- *Affichage de la présente délibération huit jours avant et pendant toute la durée de la mise à disposition du dossier au public au siège de la Communauté d'agglomération (CDA) de Saintes, 4 avenue de Tombouctou à Saintes et à l'Hôtel de ville de Saintes, Square André Maudet à Saintes,*
- *Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département,*
- *Mise à disposition du dossier pour consultation au siège de la CDA de Saintes, 4 avenue de Tombouctou à Saintes et à l'Hôtel de ville de Saintes, Square André Maudet à Saintes les jours et heures d'ouverture du 1^{er} février 2021 au 3 mars 2021 inclus,*
- *Mise à disposition du dossier sur le site internet de la CDA de Saintes www.agglo-saintes.fr,*
- *Mise à disposition de registres afin de recueillir les observations du public pendant les jours et heures d'ouverture au siège de la CDA de Saintes et à l'Hôtel de ville de Saintes,*
- *Pendant la période de mise à disposition, les observations du public pourront également être envoyées par écrit à l'attention de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes - 4 avenue de Tombouctou, CS 90316, 17108 Saintes Cedex ou par mail à l'adresse suivante : consultation-plu@agglo-saintes.fr en précisant l'objet suivant « Modification simplifiée n°2 du PLU de Saintes »*

À l'expiration du délai de mise à disposition du public, le Président de la communauté d'agglomération de Saintes en présentera le bilan au Conseil Communautaire qui en délibérera et adoptera le projet, éventuellement modifié pour tenir compte des observations du public et des avis des personnes publiques associées.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 63 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2020-231. Droit de Prémption Urbain (DPU) - Abrogation du DPU sur la commune de Chérac - instauration du DPU sur toutes les zones U et AU du PLU de Chérac

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS indique qu'il va présenter trois délibérations consécutives, et qu'un vote aura lieu à l'issue de chacune d'entre elles. Des délibérations semblables avaient été proposées lors du précédent Conseil concernant la commune de Thénac.

Chérac a approuvé son PLU en 2006 et a instauré un périmètre de DPU qui concerne une partie des zones urbaines et des zones à urbaniser. La commune de Chérac souhaite élargir le DPU sur les zones U et AU. L'objet de la première délibération est d'abroger le périmètre du droit de préemption de la commune de Chérac, et d'instituer un droit de préemption sur l'ensemble des zones U et AU du PLU en vigueur dans la commune de Chérac.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 210-1 et suivants, et L. 211-1 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 2°), relatif à l'Aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,

Vu le plan local d'urbanisme en vigueur de la commune de Chérac, approuvé le 16 mars 2006 et révisé le 1^{er} décembre 2011,

Considérant qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public intercommunal à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme, emporte sa compétence de plein droit en matière de droit de préemption urbain,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes est compétente depuis le 1^{er} janvier 2020 en matière de plan local d'urbanisme,

Considérant qu'en application des articles L. 211-1 et L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Saintes peut instaurer le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines (U) et d'urbanisation future (AU) des documents d'urbanisme en vigueur dans les communes de son territoire,

Considérant qu'il apparaît nécessaire d'abroger le périmètre de droit de préemption urbain institué sur la commune de Chérac par délibération du 16 mars 2006, car celui-ci ne concerne qu'une partie des zones urbaines et d'urbanisation future de la commune et qu'il paraît opportun d'étendre le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones U et AU de la commune,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- *d'abroger le périmètre de droit de préemption urbain institué par la délibération du Conseil Municipal de Chérac en date du 16 mars 2006.*
- *d'instituer le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines (U) et d'urbanisation future (AU) du Plan Local d'Urbanisme (PLU) en vigueur dans la commune de Chérac telles qu'identifiées dans le plan de zonage du PLU en vigueur.*
- *de réaliser, conformément aux articles R. 211-2 et R. 211-3 du Code de l'Urbanisme, les mesures de publicité de la présente délibération.*
- *de rappeler qu'en application de l'article L. 213-13 du code de l'urbanisme, la commune de Chérac devra ouvrir, dès institution ou création sur son territoire d'un droit de préemption, un registre dans lequel seront inscrites toutes les acquisitions réalisées par exercice ou par délégation de ce droit, ainsi que l'utilisation effective des biens ainsi acquis.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- *63 Voix pour*
- *0 Voix contre*
- *0 Abstention*
- *0 Ne prend pas part au vote*

2020-232. Droit de Préemption Urbain (DPU) - délégation à la commune de Chérac

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS indique qu'à la suite de la délibération précédente, la CDA vient de récupérer le DPU sur l'ensemble des zones U et AU de la commune de Chérac. Cette délibération consiste à redéléguer à la commune de Chérac le DPU sur l'ensemble des zones U et AU. La CDA reste titulaire du DPU sur les zones d'activités économiques communautaires et sur les périmètres de projets.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et ses articles L. 210-1 et suivants, et L.211-1 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 2°), relatif à l'Aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Chérac en vigueur,

Considérant qu'en application de l'article L. 213-3 du Code de l'Urbanisme, le titulaire du droit de préemption peut déléguer son droit à l'Etat, à une collectivité locale, à un établissement public y ayant vocation ou au concessionnaire d'une opération d'aménagement et que cette délégation peut porter sur une ou plusieurs parties des zones concernées ou être accordée à l'occasion de l'aliénation d'un bien,

Considérant que la Commune de Chérac a sollicité la Communauté d'Agglomération de Saintes pour que lui soit délégué en partie le droit de préemption urbain afin de mener à bien ses projets communaux,

Considérant que rien ne s'oppose à la délégation du droit de préemption urbain sur les périmètres qui ne concernent pas les projets portés par la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de déléguer à la commune de Chérac le droit de préemption urbain dans le périmètre « DPU délégué à la commune » tel qu'indiqué au plan annexé à la présente, à l'exception des locaux à usage exclusivement professionnel.

- de charger Monsieur le Président de notifier la présente délibération à la commune de Chérac.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 63 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

2020-233. Délégation au Président de l'exercice du droit de préemption urbain (DPU) - Modification des attributions déléguées au président par délibération n° 2020-121 du conseil communautaire du 30 juillet 2020, modifiée par la délibération n° 2020-224 du conseil communautaire du 17 novembre 2020

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS précise que pour les zones qui ne sont pas U et AU, la compétence reste au conseil communautaire. Il s'agit désormais de déléguer au Président l'exercice du DPU dans le cadre des attributions qui lui sont déléguées.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5211-2, L. 2122-17,

Vu le Code de l'Urbanisme et ses articles L. 210-1 et suivants, L.211-1 et suivants, et L.213-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Chérac en vigueur, approuvé le 16 mars 2006 et révisé le 1^{er} décembre 2011,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 2°), relatif à l'aménagement de l'espace

communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,
Vu la délibération n°2020-117 du Conseil Communautaire du 16 juillet 2020 portant élection du Président de la CDA de Saintes,

Vu la délibération n°2020-121 du Conseil Communautaire du 30 juillet 2020 portant délégation du Conseil au Président et notamment le point 29,

Vu la délibération n°2020-224 du Conseil Communautaire du 17 novembre 2020 portant délégation au Président de l'exercice du Droit de Préemption Urbain (DPU) - Modification des attributions déléguées au président par délibération du conseil communautaire n°2020-121 du 30 juillet 2020,

Vu la délibération n°2020-231 du Conseil Communautaire du 15 décembre 2020 instaurant le droit de préemption urbain sur toutes les zones U et AU du PLU de Chérac,

Vu la délibération n°2020-232 du Conseil Communautaire du 15 décembre 2020 portant délégation du droit de préemption urbain à la commune Chérac dans le périmètre « DPU délégué à la commune », à l'exception des locaux à usage exclusivement professionnel,

Considérant qu'en application de l'article L. 5211-9 du CGCT, « le président de l'établissement public de coopération intercommunale peut, par délégation de son organe délibérant, être chargé d'exercer, au nom de l'établissement, les droits de préemption dont celui-ci est titulaire ou délégataire en application du code de l'urbanisme. Il peut également déléguer l'exercice de ce droit à l'occasion de l'aliénation d'un bien, dans les conditions que fixe l'organe délibérant de l'établissement. Il rend compte à la plus proche réunion utile de l'organe délibérant de l'exercice de cette compétence ».

Considérant que suite à la prise de compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » par la Communauté d'Agglomération de Saintes intervenue le 1er janvier 2020, et en application de l'article L.211-2 du code de l'urbanisme, celle-ci est devenue compétente en matière de droit de préemption urbain,

Considérant que suite à la modification du périmètre du droit de préemption urbain sur la commune de Chérac, élargi à l'ensemble des zones urbaines (U) et d'urbanisation future (AU) du PLU et à la délégation du DPU à la commune Chérac dans le périmètre « DPU délégué à la commune », à l'exception des locaux à usage exclusivement professionnel, il est nécessaire d'actualiser le premier et le troisième tiret du point 29 de la délégation accordée au Président par le conseil communautaire par délibération n°2020-121 du 30 juillet 2020, modifiée par délibération n°2020-224 susvisée sur le troisième tiret,

Au vu de ces éléments, il est proposé au Conseil Communautaire :

- de modifier le premier tiret du point 29 des attributions déléguées au Président par délibération n°2020-121 du conseil communautaire en date du 30 juillet 2020 comme suit :
 - exercer le Droit de Préemption Urbain (DPU) sur les périmètres des zones U et AU des plans locaux d'urbanisme en vigueur dans les communes de BURIE, BUSSAC-SUR-CHARENTE, CHANIER, COURCOURY, FONTCOUVERTE, LA CHAPELLE-DES-POTS, LES GONDS, PISANY, SAINT-BRIS-DES-BOIS, SAINT-VAIZE.
- de modifier le troisième tiret du point 29 des attributions déléguées au Président par délibération n°2020-121 du conseil communautaire du 30 juillet 2020, modifié par délibération n°2020-224 du conseil communautaire du 17 novembre 2020, comme indiqué ci-après :
 - Exercer le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur les zones pour lesquelles ce droit a été institué à l'exception des secteurs et périmètres sur lesquels le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé ont été délégués par le Conseil Communautaire dans le cadre des délibérations suivantes :
 - CHERAC : délibération n°2020-232 portant délégation du DPU à la Commune de CHERAC du 15 décembre 2020
 - CHERMIGNAC : délibération n°2020-14 portant délégation du DPU à la Commune de CHERMIGNAC du 13 février 2020
 - COLOMBIERS : délibération n°2020-04 portant délégation du DP à la Commune de COLOMBIERS du 13 février 2020

- CORME-ROYAL : délibération n°2020-15 portant délégation du DPU à la Commune de CORME-ROYAL du 13 février 2020
- DOMPIERRE-SUR-CHARENTE : délibération n°2020-16 portant délégation du DPU à la Commune de DOMPIERRE-SUR-CHARENTE du 13 février 2020
- ECOYEUX : délibération n°2020-17 portant délégation du DPU à la Commune d'ECOYEUX du 13 février 2020
- ECURAT : délibération n°2020-09 portant délégation du DPU à la Commune d'ECURAT du 13 février 2020
- LA CLISSE : délibération n°2020-10 portant délégation du DPU à la Commune de LA CLISSE du 13 février 2020
- LA JARD : délibération n°2020-05 portant délégation du DP à la Commune de LA JARD du 13 février 2020
- LE DOUHET : délibération n°2020-18 portant délégation du DPU à La Commune de LE DOUHET du 13 février 2020
- LUCHAT : délibération n°2020-06 portant délégation du DP à la Commune de LUCHAT du 13 février 2020
- MONTILS : délibération n°2020-07 portant délégation du DP à la Commune de MONTILS du 13 février 2020
- PESSINES : délibération n°2020-11 portant délégation du DPU à la Commune de PESSINES du 13 février 2020
- PREGUILLAC : délibération n°2020-12 portant délégation du DPU à la Commune de PREGUILLAC du 13 février 2020
- ROUFFIAC : délibération n°2020-08 portant délégation du DP à la Commune de ROUFFIAC du 13 février 2020
- SAINTES : délibération n°2020-22 portant délégation du DPUR à la Commune de SAINTES et à l'EPFNA du 13 février 2020
- SAINT-CESAIRE : délibération n°2020-19 portant délégation du DPU à la Commune de SAINT-CESAIRE du 13 février 2020
- SAINT-GEORGES-DES-COTEAUX : délibération n°2020-20 portant délégation du DPU à la Commune de SAINT-GEORGES-DES-COTEAUX du 13 février 2020
- SAINT-SAUVANT : délibération n°2020-21 portant délégation du DPU à la Commune de SAINT-SAUVANT du 13 février 2020
- SAINT-SEVER-DE-SAINTONGE : délibération n°2020-13 portant délégation du DPU à la Commune de SAINT-SEVER-DE-SAINTONGE du 13 février 2020
- THENAC : délibération n°2020-223 portant délégation du DPU à la Commune de THENAC du 17 novembre 2020
- VARZAY : délibération n°2020-24 portant délégation du DPU à La Commune de VARZAY du 13 février 2020
- VENERAND : délibération n°2020-25 portant délégation du DPU à la Commune de VENERAND du 13 février 2020

Il est précisé que la présente délibération ne modifie pas les autres tirets du point 29 (tirets 2 et 4) des attributions déléguées au Président par délibération n°2020-121 du conseil communautaire du 30 juillet 2020.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 64 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

DÉPLACEMENT MOBILITÉ, ACCESSIBILITÉ

2020-234. Avenant n°2 : prolongation de la convention entre la ville de Saintes et la Communauté d'agglomération de Saintes « Aménagement, entretien et mise en accessibilité des arrêts de bus du réseau urbain de transport sur la ville de Saintes »

Monsieur Philippe DELHOUME précise que la convention de 2015 prend fin en décembre 2020, et que les travaux de mise en accessibilité ont pris du retard du fait de la Covid-19. Il est donc proposé de prolonger cette convention jusqu'en décembre 2021.

Monsieur Jean-Pierre ROUDIER souhaite connaître le nombre exact d'arrêts de bus restant à réaliser. 132 ou 134 avaient déjà été réalisés au cours des précédentes années, et le peu qui restent devraient être réalisables sur l'année 2021. Le budget imparti est-il le même ?

Monsieur Philippe DELHOUME indique que sur les 129 arrêts prévus, 115 ont été réalisés. Il en reste donc 14, plus 2 qui correspondent à des déplacements d'arrêts. Le budget restant s'élève à environ 120 000 euros.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment son article L. 2143-3,

Vu le Code des transports,

Vu la Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu l'application de la loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 dite d'Orientation des Transports Intérieurs (LOTI),

Vu la loi n°2005-102 du 11 février 2005 relative à l'égalité des droits et des chances, de la participation et la citoyenneté des personnes handicapées qui prescrit l'obligation de créer une Commission Intercommunale d'Accessibilité pour les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de transport ou d'aménagement du territoire dès lors qu'ils regroupent 5 000 habitants ou plus,

Vu l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014, relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020 et notamment l'article 6, -I, -2°), c) relatif à la compétence « Organisation de la mobilité »,

Vu la délibération n°2015-52 du Conseil Communautaire en date du 24 juin 2015 portant approbation du Schéma directeur d'accessibilité - Agenda d'accessibilité programmée (Sd'AP),

Vu la délibération n°2015-54 du Conseil Communautaire en date du 24 juin 2015 portant autorisation de signer une convention avec la Ville de Saintes concernant l'aménagement, l'entretien et la mise en accessibilité des arrêts de bus du réseau de transport urbain sur la Ville de Saintes- Désignation d'un maître d'ouvrage unique,

Vu la convention entre la Ville de Saintes et la Communauté d'agglomération de Saintes « Aménagement, entretien et mise en accessibilité des arrêts de bus du réseau urbain de transport sur la ville de Saintes - Désignation d'un maître d'ouvrage unique », signée le 21 août 2015,

Vu la délibération n°2018-273 du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2018 portant prorogation du Schéma directeur d'accessibilité - Agenda d'accessibilité programmée (Sd'AP) sur les années 2019 et 2020,

Vu la délibération n°2019-130 du Conseil Communautaire en date du 27 juin 2019 portant sur l'avenant 1 à la convention susnommée et prolongeant les engagements des parties sur un programme d'investissement jusqu'en 2020,

Considérant que suite à l'épidémie de la Covid-19, qui a touché entre autres le territoire national français, il n'est pas possible de terminer la mise en accessibilité des derniers arrêts durant le délai conventionnel, à savoir la fin de l'année 2020,

Considérant qu'il convient de prolonger les engagements des parties jusqu'à la fin de la mise en œuvre du Sd'AP, soit jusqu'à la fin de l'année 2021,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver le projet ci-joint d'avenant n°2 de prolongation de la convention entre la ville de Saintes et la Communauté d'Agglomération de Saintes « Aménagement, entretien et mise en accessibilité des arrêts de bus du réseau urbain de transport sur la ville de Saintes ».

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Transports et de la Mobilité à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 64 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

2020-235. Avenant n°4 au contrat de concession de service public pour l'exploitation du réseau de transport de Saintes - Impact Covid 19

Monsieur Philippe DELHOUME explique que la fermeture des établissements scolaires, restaurants, musées, commerces, et le confinement limitant les déplacements ont fortement impacté le service transports. La mise en œuvre des mesures sanitaires par différents décrets a contraint Keolis à modifier l'organisation de ses services confiés par la CDA. Cet avenant a pour objet de déterminer les incidences financières pour la période allant du 1^{er} mars au 30 juin 2020, d'acter l'impact de la crise sanitaire sur l'objectif des recettes et de prévoir un réexamen global des conditions d'exécution de la CSP en mai 2021 après examen du rapport annuel. Après discussions, Keolis restituera la somme de 197 386 euros à la CDA.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs (LOTI),

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020 et notamment l'article 6, I, 2°), c) « Organisation de la mobilité »,

Vu la délibération n°2018-84 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018, transmise en Sous-Préfecture le 23 avril 2018, approuvant le choix du délégataire de la concession de service public (CSP) pour l'exploitation du réseau de transports de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Vu le contrat de concession de service public signé le 17 mai 2018, transmis au contrôle de légalité le 25 mai 2018, notifié au titulaire le 31 mai 2018,

Considérant que l'épidémie de la Covid-19, qui a touché le territoire national français, a fortement impacté les services de transport public à compter de mars 2020 et que les Autorités Organisatrices de la Mobilité ont été confrontées à des problématiques particulières, notamment dans leurs rapports contractuels avec leurs exploitants de réseau de transport,

Considérant que la mise en œuvre des mesures gouvernementales a affecté l'activité de Keolis Saintes qui a été contrainte de modifier fortement l'organisation des services de transport confiés par l'Autorité Organisatrice et de mettre en place les mesures sanitaires imposées par les Autorités nationales pour préserver la sécurité des usagers et de son personnel,

Considérant que les effets de la crise sanitaire sur l'exécution des contrats (et, en particulier, sur les recettes d'exploitation du réseau) sont susceptibles de se prolonger pendant plusieurs mois, eu égard notamment à l'évolution de l'épidémie et des usages individuels de mobilité,

Considérant qu'en application des articles 14.1, 36.1 et 36.3 du contrat de concession de service public, il convient de conclure un avenant au contrat ayant pour objet :

- De déterminer les incidences financières de la crise sanitaire sur le forfait de charges versé au Concessionnaire une fois prises en compte les économies et les suppléments de charges générés par les phases de confinement, puis de déconfinement pour la période allant du 1^{er} mars au 30 juin 2020.
- D'acter l'impact de la crise sanitaire sur l'objectif de recettes (Or2020) prévu dans la concession de service public pour l'année 2020 et d'acter la mise en œuvre d'un processus de réexamen de cet objectif de recettes pour 2020 (Or2020) en janvier 2021.
- De prévoir un réexamen global des conditions d'exécution du contrat de concession au regard des impacts de la crise sanitaire sur l'équilibre économique initial du contrat en mai 2021, après examen du rapport annuel 2020.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les termes de l'avenant n°4 au contrat de concession de service public pour l'exploitation du réseau de transports de Saintes ci-joint prévoyant notamment le reversement au profit de la CDA de Saintes de la somme de 197 386 € HT.
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Transports et de la Mobilité, à signer cet avenant ainsi que tous les documents y afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 64 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend part au vote

2020-236. Subvention d'équilibre 2020 au Budget Annexe Transports Urbains et mobilités

Monsieur Philippe DELHOUME donne lecture d'extraits de la délibération.

Monsieur Pierre DIETZ souhaiterait connaître le montant global du Budget Annexe. Il a compris que les 820 000 euros en question devaient permettre d'équilibrer un Budget Annexe qui aurait dû l'être automatiquement. Il note qu'il s'agit d'une volonté politique de combler ce budget, puisque les recettes ne suffisent pas à l'équilibrer. Dans ce cas, il demande si le montant du versement de la mobilité de transport versé par les entreprises est connu.

Monsieur Philippe DELHOUME indique que le budget s'élève à 5 256 873 euros. La subvention de 820 000 euros représente environ 15 % de ce budget. L'objectif pour l'Agglomération est d'aller vers la création de nouvelles entreprises plutôt que de commerces. En effet, ce sont elles qui paient le versement transport, et permettront à terme d'équilibrer ce service.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 2224-2,

Vu les instructions budgétaires et comptables M 43 et M 14,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 2°), c) « organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la 1^{ère} partie du Code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code »,

Vu les délibérations n° 2020-32 et n°2020-34 en date du 13 février 2020 relatives à l'approbation des Budgets Primitifs 2020 du Budget Principal et du Budget Annexe Transports Urbains et mobilités, et n°2020-208 du 17 novembre 2020 relative à la Décision Modificative n°1 du Budget Annexe Transports Urbains et mobilités,

Considérant que l'équilibre de la section d'exploitation du Budget Annexe Transports Urbains et mobilités ne peut être obtenu sans subvention du Budget Principal, celle-ci pouvant être autorisée en application de l'article L. 2224-2 du CGCT,

Considérant que la subvention versée au Budget Annexe Transports Urbains et mobilités est motivée par la volonté de pérenniser le service public des transports urbains dans des conditions acceptables pour les usagers. La non prise en charge par le Budget Principal conduirait en effet à une augmentation excessive des tarifs,

Considérant que la subvention 2020 est estimée à la date du 20 novembre 2020, l'exercice 2020 n'étant pas clos,

Considérant l'avis de la Commission Finances du 10 décembre 2020,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- De fixer le montant de la subvention d'équilibre du Budget Principal au Budget Annexe Transports Urbains et mobilités à 820 000 € afin de couvrir les dépenses de fonctionnement propres à ce Budget Annexe.
- De préciser que les crédits sont inscrits au compte 67441 pour le Budget Principal et 774 pour le Budget Annexe Transports Urbains et mobilités.
- D'autoriser M. le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tous les documents y afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 64 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2020-237. Charges à répartir entre le Budget Principal et le Budget Annexe Transports Urbains et mobilités - Exercice 2020

Monsieur Philippe DELHOUME explique que différents personnels des différents services consacrent du temps pour le service transports, et celui-ci se doit de rembourser ce temps passé au Budget Principal. Le tableau joint évalue la quotité de chaque service. La somme totale de 74 072 euros doit être remboursée.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu les Instructions Comptables et Budgétaires M 14 et M 43,

Considérant que le Budget Principal supporte des charges salariales transversales en lieu et place du Budget Annexe Transports urbains et mobilités,

Considérant le coût salarial pour l'année 2020 des personnes concernées,

Considérant le coût de la formation au progiciel MOBILAE prise en charge par le budget principal,

Considérant les pourcentages suivants indiquant la quotité d'activité pour 2020 des personnes rémunérées par le budget principal et travaillant pour le service des Transports urbains et mobilités.

	Quotité budget annexe « Transports urbains et mobilités »
ELU	
NEVEU Frédéric	75 %
DELHOUME Philippe	75 %
DIRECTION GÉNÉRALE	
LALEU Frederic	5 %
DIRECTION	
TREMBLE Eva	20 %
FINANCES	
MUNOS LALEU Elizabeth	5 %
SENGES Jean-François	5 %
DELVAL Camille	2 %

MIGNON Melanie	2 %
GELINEAU Linda	4 %
GIRAULT LERAT Maryline	1 %
JUGE Thierry	5 %
TRAVAUX	
ATLE Emmanuelle	2 %
TREMBLE Stéphane	10 %
COMMUNICATION	
ROUAULT Mathieu	12 %
MALLE France Alexia	12 %
RESSOURCES HUMAINES	
SERRA Sylvie	0,4 %
MINAUD David	0,4 %
FOURETS Alexandra	0,4 %
VILCHIEN Sophie	0,4 %
DELAGARDE Nadine	0,4 %
DEAU Delphine	0,4 %
LE BELICARD Chantal	0,4 %
MANIC Fabienne	0,4 %
MARTIN Pauline	0,4 %
MICHEL Isabelle	0,4 %
JACQUEL Nathalie	0,4 %
CAMY Bruno	0,4 %
GUILBAUD Magali	0,4 %
ROCKA Marion	0,4 %
AFFAIRES GÉNÉRALES	
BERNARD Maryline	4 %
VERNET Amélie	2 %
MOREAU Stéphanie	2 %
MORIN Magalie	3 %
INFORMATIQUE	
CALBRIS Allan	0,5 %
WENTA Alexandrine	0,5 %
Formation au progiciel MOBILAE	100,0 %

Considérant l'avis de la Commission Finances du 10 décembre 2020,

Le Budget Annexe « Transports urbains et mobilités » se doit de rembourser au Budget Principal la somme de 74 072 €.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- D'autoriser le remboursement des charges 2020 ci-dessus mentionnées par le Budget Annexe Transports urbains et mobilités au Budget Principal pour la somme de 74 072 €.
- D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tout document y afférent.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 64 Voix pour

- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

FINANCES

2020-238. Budget Principal - Avances sur subventions 2021 aux associations

Monsieur Philippe CALLAUD explique que l'enjeu de cette délibération est très important, puisqu'il s'agit de permettre aux associations de poursuivre leur activité dans l'attente du vote du budget 2021, et de pouvoir régler leurs salaires. La loi autorise une avance dans la limite de 30 % de ce qui avait été consacré en 2020. Le tableau reprend les différents montants.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Considérant que dans l'attente du vote du budget primitif 2021, certaines associations peuvent solliciter le versement d'une avance sur leur subvention afin de faire face à leurs besoins de trésorerie,

Considérant l'avis de la Commission finances du 10 décembre 2019,

Il est proposé au Conseil communautaire :

- *D'approuver le versement d'une avance de subventions dans la limite de 30 % des subventions accordées, hors subventions accordées pour des actions spécifiques, au titre de l'année 2020 pour les associations suivantes, étant précisé que ces montants constituent des maxima et ne seront mandatés qu'en fonction des besoins et sur demande expresse de l'association accompagnée d'un plan de trésorerie.*
- *D'autoriser le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tous les documents à cet effet.*

	Montants versés en 2020	Avance proposée avant le vote du BP 2021 (30 %)
CENTRE DE LOISIRS LE PIDOU	300 000,00 €	90 000,00 €
CENTRE SOCIAL BOIFFIERS BELLEVUE	235 000,00 €	70 500,00 €
MISSION LOCALE DE LA SAINTONGE	230 000,00 €	69 000,00 €
CENTRE DE LOISIRS LES FRIMOUSSES	165 000,00 €	49 500,00 €
CENTRE DE LOISIRS LES AVENTURIERS	153 697,00 €	46 109,10 €
SAS	120 000,00 €	36 000,00 €
CENTRE SOCIAL BELLE RIVE	119 722,00 €	35 916,60 €
COS	88 406,00 €	26 521,80 €
DO L'ENFANT DOM	24 000,00 €	7 200,00 €

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 64 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2020-239. Budget Principal - Budgets annexes : Régie des Déchets et Transports Urbains et Mobilités - Autorisation de liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote des budgets primitifs 2021

Monsieur Philippe CALLAUD indique que de la même manière, en matière d'investissement, l'EPCI doit investir avant le vote du budget. La loi autorise de liquider et mandater certaines dépenses d'investissement à hauteur de 25 %. Les ouvertures de crédits sont exposées sur le tableau. Les montants figurent hors opérations et avec opérations.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE avait une question sur la délibération précédente. Elle souhaite savoir comment est calculée la répartition qui figure dans le tableau présenté. Il s'agit de rembourser le travail

des agents sur ce dossier, toutefois elle constate qu'il est question également du travail des élus, et suppose que la répartition est calculée au prorata temporis.

Monsieur le Président confirme que la répartition est effectuée entre les élus et les agents.

Monsieur Jean-Philippe MACHON a noté que les crédits ouverts 2021 représentent 25 % du total du budget 2020. Dans le tableau joint à la délibération, cette règle s'applique, excepté pour la ligne du matériel informatique, où les crédits ouverts ne représentent que 1 % du total du budget 2020. Il demande s'il s'agit d'une erreur, ou d'une règle particulière à l'informatique.

Monsieur Philippe CALLAUD explique que les 25 % correspondent à un montant maximal autorisé. Le montant est attribué en fonction des besoins.

Monsieur le Président ajoute qu'un droit de tirage des directions existe sur le Budget Principal.

Monsieur Philippe CALLAUD précise qu'il s'agit de permettre à la CDA d'investir avant le vote du budget.

Monsieur Jean-Philippe MACHON l'a bien compris, mais s'étonne que pour le matériel informatique, qui représente tout de même 166 000 euros, seuls 1 500 euros soient attribués. Il est surprenant qu'il n'y ait pas de besoins particuliers en matériel informatique.

Monsieur le Président précise que le matériel informatique est à disposition de tous, et qu'il en a par ailleurs été racheté dans cette période particulière de Covid. Les investissements nécessaires ont été réalisés, et les agents ont pu effectuer du télétravail sans difficultés.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.1612-1,

Vu les instructions budgétaires et comptables M14, M43 et M4,

Considérant que jusqu'à l'adoption des budgets primitifs 2021 l'exécutif peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Considérant l'avis du Conseil d'Exploitation de la Régie des Déchets du 8 décembre 2020,

Considérant l'avis de la Commission finances du 10 décembre 2020,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- *D'ouvrir les crédits suivants en investissement :*

BUDGET PRINCIPAL

Opérations	Chapitres	Comptes	Services	Total budget 2020	Crédits ouverts 2021
Sans opération				1 158 500 €	289 625 €
	16	165	Solidarités	5 000 €	1 250 €
	204	20421	Développement économique	200 000 €	50 000 €
		204172	Espaces naturels randonnées	100 000 €	25 000 €
	20	202	Aménagement Environnement	266 500 €	66 625 €
		2031	Espaces naturels randonnées	34 000 €	8 500 €
		2031	Aménagement	15 000 €	3 750 €
		2088	Fonctionnement ZAC	5 000 €	1 250 €
	21	2151	Espaces naturels randonnées	10 000 €	2 500 €
		21538	Développement économique	250 000 €	62 500 €
		2188	Solidarités	245 000 €	61 250 €
		2188	Fonctionnement ZAC	15 000 €	3 750 €
		2188	Environnement	7 000 €	1 750 €
	27	275	Finances	1 000 €	250 €
371 : Investissements siège et travaux divers				25 500 €	6 375 €
	21	2135-2158	Travaux bâtiments	5 000 €	1 250 €
	21	2183-2184-2188	Moyens généraux	15 500 €	3 875 €
	21	2184	Ressources humaines	5 000 €	1 250 €
385 : Travaux bâtiments et mobilier scolaire				252 500 €	52 625 €
	21	21735	Travaux bâtiments	72 500 €	18 125 €
	21	2184-2188	Education	180 000 €	34 500 €
418 : Aire des gens du voyage				55 000 €	13 750 €
	21	2128-21318	Travaux bâtiments	55 000 €	13 750 €
474 : Matériel informatique				471 456 €	88 000 €
	20-21	2051-2183	Informatique	471 456 €	88 000 €
475 : Travaux et matériel piscines				116 500 €	29 125 €
	21	21318-21735-2181-2184	Piscines	116 500 €	29 125 €
482 : Itinéraires randonnées				46 080 €	11 520 €

	20-21	2031-2148	Espaces naturels randonnées	46 080 €	11 520 €
483 : Nouveau siège CDA				4 564 500 €	1 141 125 €
	20	232-237-238	Travaux bâtiments	4 564 500 €	1 141 125 €
504 : Bassin BV7 Charriers				50 000 €	12 500 €
	20	2031	Espaces naturels randonnées	50 000 €	12 500 €

BUDGET ANNEXE « REGIE DES DECHETS »

Opérations	chapitres	Comptes	Total budget 2020	Crédits ouverts 2021
54 : Bâtiments collecte	21	2135	20 000 €	5 000 €
63 : Conteneurs	21	2153	42 000 €	10 500 €
102 : Caissons et compacteurs	21	2153	65 000 €	16 250 €
107 : Mise aux normes déchetteries	20-23	2031-2313	400 000 €	100 000 €
111 : Déchetterie Sud	20	2031	50 000 €	12 500 €
474 : Matériel informatique	21	2183	166 047,60 €	1 500 €

BUDGET ANNEXE « TRANSPORTS URBAINS ET MOBILITÉS »

Opérations	chapitres	Comptes	Total budget 2020	Crédits ouverts 2021
Sans opération			127 750 €	31 937 €
	20	2031	88 000 €	22 000 €
	21	2135 2145 2156	18 200 € 6 500 € 15 050 €	4 550 € 1 625 € 3 762 €
501 : Concession SP transport 2019-2024			800 100 €	200 025 €
	21	2156	800 100 €	200 025 €

Ces crédits seront repris dans les inscriptions budgétaires de chaque Budget Primitif 2021 respectif.

- D'autoriser le Président ou son représentant en charge des Finances, à signer tous les documents à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 64 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2020-240. Création de l'Autorisation de Programme/Crédits de Paiements (AP/CP) « Développement des énergies renouvelables »

Monsieur Philippe CALLAUD explique que cette délibération fait suite au vote du 3 novembre 2020 sur la mise en œuvre d'une politique-cadre du développement des énergies renouvelables et locales du territoire.

En ce qui concerne les moyens financiers, il est proposé de voter une Autorisation de Programme d'un million d'euros, qui se répartira en cinq crédits de paiement de 200 000 euros entre 2021 et 2025. Ces crédits ont pour but de développer le solaire photovoltaïque, accompagner et soutenir les projets de méthanisation agricole, devenir un territoire d'expérimentation pour le développement de l'hydrogène produite à partir d'énergies renouvelables et étudier son application dans les flottes de véhicules.

Monsieur Jean-Philippe MACHON indique que sur le fond, les membres sont tout à fait en faveur du développement des énergies renouvelables. Il est toutefois étonnant, au mois de décembre, de voter une AP/CP sur un sujet aussi important, qui devrait normalement faire l'objet de discussions lors du débat d'orientations budgétaires. D'autres AP/CP seront proposées lors de ce débat, et un peu plus tard. Les énergies renouvelables semblent être un sujet suffisamment important pour mériter un débat global, et se questionner pour savoir si un montant d'un million d'euros est suffisant ou non.

Monsieur Fabrice BARUSSEAU confirme qu'il s'agit d'un sujet important, qui mérite un débat large. Néanmoins, il s'agit également d'un sujet urgent. Dans les conditions actuelles, les débats sont compliqués, il n'a pas encore été possible de réunir la commission ad hoc. Des pistes de projets sont disponibles, pour lesquelles des décisions rapides devront être prises. Sans disposer des financements qui vont être votés, le risque est de ne pas pouvoir répondre dans des délais raisonnables concernant les pistes qui se profilent. L'agglomération est volontariste sur ce sujet et a envie d'avancer vite, d'où cette Autorisation de Programme votée en amont du budget. Il s'agit de pouvoir répondre à des projets qui risquent d'émerger avant le vote du budget. Ce sujet mérite un débat de fond, qui aura bien évidemment lieu.

Monsieur Jean-Philippe MACHON regrette que certains de ces projets à caractère urgent n'aient pas été mentionnés dans la délibération.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE est favorable aux projets encourageant le développement des énergies renouvelables. Elle attire toutefois l'attention sur la nécessité de préserver la perméabilité des sols. La multiplication des projets au sol étancherait les sols de manière importante. Les projets de panneaux photovoltaïques en toiture seraient à favoriser.

Monsieur Fabrice BARUSSEAU indique que le projet en gestation est de travailler avec toutes les communes pour lesquelles le potentiel bâti et éventuellement les toitures ont été identifiés, et de créer de petites grappes photovoltaïques avec l'opérateur. Cela permettra de disposer de petits projets locaux, publics et qui préservent le foncier et la perméabilité des sols.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1612-1, L. 2311-3 et R. 2311-9,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, II, 1°), « Lutte contre la pollution de l'air, lutte contre les nuisances sonores, soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie »,

Considérant qu'il est proposé de créer sur le budget principal l'AP/CP « Développement des énergies renouvelables » selon l'échéancier suivant :

Autorisation de programme	CP prévisionnels				
	2021	2022	2023	2024	2025
1 000 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €

Considérant l'avis de la Commission Finances du 10 décembre 2020,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- *D'approuver la création de l'autorisation de Programme/Crédits de paiement « Développement des énergies renouvelables » et le calendrier des crédits de paiement synthétisé dans le tableau ci-dessus.*
- *De prévoir l'inscription au budget primitif 2021 des crédits de paiement correspondants, tels qu'ils figurent dans le tableau ci-dessus.*
- *D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant en charge des Finances à liquider et mandater les dépenses à hauteur des crédits 2021.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 63 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2020-241. Budget Principal - Admissions en non-valeur 2020

Monsieur Philippe CALLAUD précise qu'il s'agit de passer en non-valeur des créances que le comptable public déclare comme étant irrécouvrables. Le montant total de ces créances s'élève à 7 201,67 euros.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 1617-5 et R. 1617-24,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Considérant que Madame le comptable public assignataire de Saintes et Banlieue Municipale a transmis une demande d'admission en non-valeur pour des créances irrécouvrables, pour un montant total de 7 201,67 € (sept mille deux cent un euros et soixante-sept centimes) sur le Budget Principal, concernant les années 2013 à 2019, selon la liste suivante :

- N° 3776651133 du 09/09/2020

Considérant que l'admission en non-valeur de ces produits a pour effet d'apurer la comptabilité de Madame le comptable public assignataire de Saintes et Banlieue Municipale, dont la responsabilité ne se trouve pas déchargée pour autant,

Considérant que ces produits n'ont pas pu être recouverts par Madame le comptable public assignataire de Saintes et Banlieue Municipale pour différentes raisons (personnes insolvables, dettes apurées par décision de justice, sommes trop faibles pour faire l'objet de poursuites...),

Considérant que l'encaissement de ces recettes sera poursuivi, notamment dans le cas d'un changement de situation financière des débiteurs qui reviendraient « à meilleure fortune »,

Considérant les crédits inscrits au chapitre 65, compte 6541,

Considérant l'avis de la commission Finances du 10 décembre 2020,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- *L'admission en non-valeur des créances irrécouvrables pour un montant total de 7 201,67 € (sept mille deux cent un euros et soixante-sept centimes) sur le Budget Principal, exercice 2020 conformément aux éléments exposés ci-avant.*
- *D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tout document y afférent.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 63 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2020-242. Budget Principal - Charges à étaler 2020 « Covid 19 »

Monsieur Philippe CALLAUD souligne que l'année 2020 a été difficile. Comme de nombreuses collectivités, la CDA a dû faire face à la pandémie de Covid 19. La plupart des collectivités locales ont eu des dépenses exceptionnelles durant cette période, qu'il s'agisse de gel, de blouses dans les écoles, de gants ou de matériel adapté. Cela représente un montant total de 164 633 euros pour la CDA. Le législateur ayant compris que ces dépenses exceptionnelles pouvaient mettre en difficultés les collectivités locales, il a permis une gymnastique comptable afin de lisser ces dépenses sur cinq ans et de ne pas surcharger les sections de fonctionnement. Il est donc proposé de procéder à l'étalement sur cinq ans de cette somme, à raison de 32 926,60 euros par an.

Monsieur Jean-Philippe MACHON s'interroge sur le tableau joint à la délibération, qui comprend une longue liste de bénéficiaires de fonds de soutien Covid 19, avec un montant maximal de 1 500 euros. Il demande quels ont été les critères d'attribution de ces fonds de soutien.

Monsieur le Président explique qu'il s'agissait du fonds d'aide aux entreprises, avec un règlement établi par l'agglomération pour venir en aide aux entreprises connaissant des difficultés durant la première phase du confinement.

Monsieur Jean-Philippe MACHON en déduit que toutes les personnes citées sont des autoentrepreneurs.

Monsieur le Président précise qu'elles sont des chefs d'entreprises.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu l'instruction Comptable et Budgétaire M 14,

Vu la circulaire du 24 août 2020, relative au traitement budgétaire et comptable des dépenses des collectivités territoriales, des groupements et de leurs établissements publics liées à la gestion de la crise sanitaire du Covid-19,

Considérant la possibilité de répartir sur plusieurs exercices les dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du Covid-19 sur une durée qui ne peut excéder 5 ans,
Considérant les crédits inscrits aux comptes 4815, 791 et 6812,

Considérant l'avis de la Commission Finances du 10 décembre 2020,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- *De procéder à l'étalement sur 5 ans des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du Covid-19 selon l'état joint à la présente délibération.*
- *D'autoriser le Président ou son représentant en charge des Finances à passer les écritures comptables relatives à cet étalement de charges de la façon suivante :*

1. Transfert de la charge en 2020

- *Recette de fonctionnement au compte 791 « Transfert de charges d'exploitation » : 164 633 €.*
- *Dépense d'investissement au compte 4815 « Charges liées à la crise sanitaire Covid-19 » : 164 633 €.*

2. Amortissements annuels de la charge à répartir sur plusieurs exercices, de 2020 à 2024

- *Dépense de fonctionnement au compte 6812 « Dotation aux amortissements des charges de fonctionnement à répartir » : 32 926,60 €.*
- *Recette d'investissement au compte 4815 « Charges liées à la crise sanitaire Covid-19 » : 32 926,60 €.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- *63 Voix pour*
- *0 Voix contre*
- *0 Abstention*
- *0 Ne prend pas part au vote*

2020-243. Budget Principal - Décision modificative n° 3 - Exercice 2020

Monsieur Philippe CALLAUD précise qu'il s'agit de l'ajustement de la décision que le conseil communautaire vient de prendre, afin d'en donner la traduction comptable.

Monsieur Jean-Philippe MACHON souhaite qu'il soit noté dans le compte-rendu qu'il n'a pas obtenu de réponse à sa question sur la délibération précédente concernant les critères d'attribution des fonds de soutien à des entrepreneurs.

Monsieur le Président indique qu'il suffit de reprendre les délibérations votées par l'exécutif précédent. Les fonds étaient en particulier destinés aux entreprises qui n'avaient pas pu toucher d'autres aides d'ordre gouvernemental ou régional.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.1612-11,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 14,

Vu la délibération n°2020-32 du Conseil Communautaire en date du 13 février 2020 portant vote du budget primitif du budget principal 2020,

Vu la délibération n°2020-106 du Conseil Communautaire en date du 25 juin 2020 portant vote du budget supplémentaire du budget principal 2020,

Vu la délibération n°2020-182 du Conseil Communautaire en date du 22 septembre 2020 portant vote de la décision modificative n°1 du budget principal- exercice 2020,

Vu la délibération n°2020-206 du Conseil Communautaire en date du 17 novembre 2020 portant vote de la décision modificative n°2 du budget principal- exercice 2020,

Considérant la nécessité de procéder à des ajustements sur les crédits votés sur l'exercice 2020 (budget primitif, budget supplémentaire, décisions modificatives n°1 et n°2),

Considérant l'avis de la commission finances du 10 décembre 2020,

Compte tenu de la présentation du rapport ci-dessous exposé,

1. SECTION DE FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement s'équilibre à + 164 633 €.

Les recettes correspondent à l'étalement sur 5 ans des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du Covid-19 :

- **Transfert de charges d'exploitation (chap. 042) : + 164 633 €.**

Les dépenses : Les inscriptions sont les suivantes :

- **Dotation aux amortissements des charges de fonctionnement à répartir (chap.042) : + 32 926,60 € pour l'étalement sur 5 ans des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du Covid-19.**
- **Charges exceptionnelles (chap. 67) : + 131 706,40 € correspondant à l'augmentation de la réserve pour équilibrer la section de fonctionnement.**

2. SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement s'équilibre à + 32 926,60 €.

Les dépenses : Les inscriptions sont les suivantes :

- **Charges liées à la crise sanitaire Covid-19 (chap. 040) : + 164 633 €.**
- **Autres immobilisations corporelles (chap. 21) : - 131 706,40 € correspondant à la diminution de la réserve pour équilibrer la section d'investissement.**

Les recettes correspondent aux charges liées à la crise sanitaire Covid-19 (chap. 040) : + 32 926,60 €.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **D'approuver la décision modificative n°3 du Budget Principal 2020 par nature, au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement et au niveau du chapitre ou par opération pour la section d'investissement conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- **63 Voix pour**

- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2020-244. Budget Principal - Détermination des attributions de compensation provisoires pour 2020

Monsieur Fabrice BARUSSEAU note qu'il peut sembler étrange d'évoquer des AC provisoires à fin 2020. Cela s'explique notamment par le fait que la CLECT n'a pas pu être réunie au vu des circonstances. L'AC 2020 n'évolue pas par rapport à 2019. Il est proposé que les transferts de compétences qui ont eu lieu en 2020 et concernent l'urbanisme et les eaux pluviales urbaines ne soient pas impactés pour cette année 2020.

Monsieur Pierre DIETZ demande si les sommes négatives qui apparaissent dans le tableau correspondent à des sommes redonnées à la commune par la CDA, ou que la commune redonne à la collectivité.

Monsieur Fabrice BARUSSEAU répond que les sommes négatives sont reversées par la commune à la CDA.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu l'article 1609 nonies C du Code général des Impôts (CGI),

Vu la délibération n°2019-218 du Conseil Communautaire en date du 19 décembre 2019 déterminant les attributions de compensation provisoires pour l'année 2020,

Considérant les transferts de compétences « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » et « gestion des eaux pluviales urbaines » à la CDA de Saintes depuis le 1^{er} janvier 2020, mais qu'il n'y a pas eu de CLETC provisoire 2020 ; qu'il est proposé que ces transferts de compétences n'impactent les montants des attributions de compensation qu'à compter de l'année 2021,

Considérant qu'il convient de fixer pour chaque commune le montant de l'attribution de compensation provisoire pour 2020 correspondant aux montants fixés par délibération n°2019-218 du Conseil Communautaire en date du 19 décembre 2019,

Considérant l'avis de la Commission finances du 10 décembre 2020,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- *de fixer les montants provisoires des attributions de compensation imputées en section de fonctionnement pour 2020 comme suit :*

Burie	-1 065 €
Bussac-sur-Charente	-88 055 €
Chaniers	-273 046 €
La Chapelle-des-Pots	-56 384 €
Chérac	-53 868 €
Chermignac	-93 257 €
La Clisse	-59 440 €
Colombiers	-29 845 €
Corme-Royal	-100 354 €
Courcoury	-56 277 €
Dompierre sur Charente	-60 067 €
Le Douhet	49 166 €
Ecoyeux	-66 940 €
Écurat	-49 669 €
Fontcouverte	-116 477 €
Les Gonds	-74 781 €
La Jard	-30 424 €
Luchat	-51 920 €
Migron	-49 462 €

Montils	-24 966 €
Pessines	-33 397 €
Pisany	-51 965 €
Préguillac	144 785 €
Rouffiac	-43 674 €
Saint-Bris-des-Bois	7 592 €
Saint-Césaire	-53 695 €
Saint-Georges-des-Coteaux	-90 562 €
Saint-Sauvant	-66 338 €
Saint-Sever-de-Saintonge	-58 021 €
Saint-Vaize	11 285 €
Saintes	1 228 797 €
Le Seure	2 271 €
Thénac	-69 915 €
Varzay	-49 968 €
Vénérand	-40 599 €
Villars-Les-Bois	-2 252 €

- de fixer les montants provisoires des attributions de compensation imputées en section d'investissement pour 2020 comme suit :

Burie	-1 436 €
Chaniers	-1 552 €
Corme-Royal	-1 464 €
Fontcouverte	-1 280 €
Les Gonds	-2 416 €
Montils	-580 €
Pisany	-1 741 €
Saint-Georges-des-Coteaux	-1 274 €
Saintes	-58 573 €

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tout document y afférent.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 63 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2020-245. Budget Principal - Détermination des attributions de compensation provisoires pour 2021

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS explique que pour le budget 2021, les attributions de compensation prendront en compte les nouvelles compétences prises par l'agglomération au 1^{er} janvier 2020. Dans ce cadre, quatre communes qui avaient engagé des procédures de révision de leur PLU précédemment à la prise de compétence modifient leurs AC.

Monsieur Fabrice BARUSSEAU ajoute que le point suivant concerne le transfert de la compétence eaux pluviales. Il a donné lieu à de nombreux débats. Des commissions territoriales ont permis de discuter avec les élus, le sujet étant difficile. À Saintes, il n'y a pas eu de travaux au cours des cinq mandats précédents, et les conséquences s'observent actuellement. Sur le secteur rural, la compétence n'était pas bien identifiée, et en l'absence de ligne budgétaire il a été assez compliqué de « détecter » les dépenses liées à

cette compétence. La partie saintaise a été réglée assez rapidement, grâce notamment à la participation d'Eau 17. Les discussions sont encore en cours avec les communes rurales. L'engagement a été pris durant le début de l'année 2021 de poursuivre la discussion dans le détail. Cette CLECT provisoire a été effectuée avec l'assentiment de toutes les communes, même s'il n'est jamais agréable de reverser une dépense qui n'avait pas réellement été identifiée sur le budget. Les débats ont été de qualité durant l'ensemble des commissions qui ont eu lieu au cours de cette année et demie. Une montée en puissance des transferts de charges eaux pluviales sur la durée du mandat a été décidée en commission, afin d'impacter le moins possible les communes. Il s'agit aujourd'hui de voter cette pré-CLECT 2021. La CLECT travaillera sur une version définitive dès le début de l'année, qui devrait pouvoir être proposée avant l'été 2021.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite obtenir des informations sur les projets d'investissements prévus. Les recommandations sont de refaire au moins 2 % du réseau chaque année. Actuellement, le rythme est de moins de 1 %. Elle demande si les autres communes se projettent dans ce souhait de réhabilitation des réseaux d'eaux pluviales.

Monsieur Fabrice BARUSSEAU confirme que les autres communes se projettent sur les réseaux d'eaux pluviales, mais dans des proportions très inférieures aux problématiques de Saintes. Au niveau de cette dernière, des investissements conséquents sont menés par Eau 17. Le réseau unitaire nécessite d'importants travaux, et environ 50 millions d'euros de travaux sont prévus pour séparer le pluvial d'une partie des eaux usées. Il est prévu de refonder complètement la station d'épuration, qui a une capacité très inférieure aux besoins. Trois à quatre mandats seront certainement nécessaires pour réaliser l'ensemble de ces travaux, le chantier est colossal. Il est cependant indispensable, et imposé par les règles environnementales. L'agglomération a pris la mesure du chantier, et les travaux vont être engagés dès cette année par Eau 17. Pour ce qui est des autres communes, les investissements sont bien plus modestes, et portent essentiellement sur des zones à urbaniser. Sur les zones rurales, le pluvial est souvent géré à la parcelle, et non dans du réseau collectif. Il s'agit d'une toute petite partie de l'investissement global.

Monsieur le Président a conscience que cette dépense importante impactera le budget du conseil municipal. Depuis 40 ans, il n'y a pas eu de travaux sur la ville et il est nécessaire désormais d'y remédier.

Monsieur Jean-Philippe MACHON observe que le transfert de compétence sur le PLU et sur les eaux pluviales fait tomber l'attribution de compensation à 895 107 euros. Ensuite, il souscrit au fait que l'eau représente un énorme défi pour la CDA et pour la ville de Saintes sur les mandatures à venir. Comme l'a souligné Monsieur BARUSSEAU, il s'agit d'investissements colossaux. Dans le cadre de la mandature précédente, la protection de la source de Lucérat constituait une priorité absolue. Saintes connaît encore le mélange d'eaux pluviales et d'eaux usées, ce qui est inacceptable d'un point de vue écologique. En période d'inondations, ces eaux se mélangent avant de se déverser dans la Charente.

Monsieur Fabrice BARUSSEAU ajoute que le travail n'est pas terminé. La CLECT va se réunir avec des nouveaux chiffres, qui seront affinés. Si les communes ont encore des questions sur les chiffres ou sur des paramètres techniques, la CDA demeure à leur écoute tout au long du premier semestre 2021.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu l'article 1609 nonies C du code général des impôts (CGI),

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite loi NOTRe,

Vu la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020 et notamment son article 52 qui prévoit que : « Par dérogation au IV de l'article 1609 nonies C du code général des impôts, le délai prévu pour la transmission du rapport évaluant le coût net des charges transférées en 2020 est prolongé de douze mois. Le cas échéant, l'assemblée de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre communique aux communes membres, avant le 30 décembre 2020, le montant prévisionnel des attributions de compensation au titre de ces transferts de charge sur délibération de l'organe délibérant prise à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés ».

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 5211-17, qui dispose que l'établissement public de coopération intercommunale est substitué de plein droit à la date du transfert de compétences aux communes qui le composent dans leurs délibérations et tous les actes. Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance sauf accord contraire des parties. La substitution de la personne morale aux contrats conclus par les communes n'entraîne aucun droit à

résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant. La commune qui transfère la compétence informe les cocontractants de cette substitution,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 2°), d) portant sur la compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 10°) portant sur la compétence « Gestion des eaux pluviales urbaines, au sens de l'article L. 2226-1 »,

Vu la délibération n°2020-82 du Conseil Communautaire en date du 5 mars 2020 portant sur le transfert de la compétence « Plan Local d'urbanisme, document en tenant lieu et cartes communales : poursuite des procédures communales en cours au 1^{er} janvier 2020 »,

Vu la délibération n°2020-60 du 13 février 2020 portant définition du périmètre de la compétence Eaux Pluviales Urbaines,

Vu la délibération n°2020-244 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2020 déterminant les montants provisoires des attributions de compensation pour 2020,

Considérant que l'article 1609 nonies C du Code général des impôts (CGI) prévoit la possibilité dans le cadre de la révision dite libre d'imputer une partie du montant de l'attribution de compensation en section d'investissement en tenant compte des évaluations figurant dans le rapport de la CLECT par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres concernées,

Considérant les réunions préparatoires et le comité de pilotage du 11 décembre 2020 relatifs au transfert de la compétence « eaux pluviales urbaines »,

Considérant que les attributions de compensation constituent pour la Communauté d'Agglomération de Saintes et pour les communes une dépense obligatoire,

Considérant l'avis de la Commission finances du 10 décembre 2020,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de fixer les montants provisoires des attributions de compensation imputées en section de fonctionnement et d'investissement pour 2021 comme suit :*

	Charges de fonctionnement liées au transfert de la compétence PLU	Charges de fonctionnement liées au transfert de la compétence Eaux pluviales urbaines	Attributions de compensation 2021 imputées en section de fonctionnement	Charges d'investissement liées au transfert de la compétence Eaux pluviales urbaines pour 2021	Attributions de compensation 2021 imputées en section d'investissement	TOTAL ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION 2021 FONCTIONNEMENT + INVESTISSEMENT
Burie	-2 408 €	-2 063 €	-5 536 €	-3 125 €	-4 561 €	-10 097 €
Bussac-sur-Charente		-349 €	-88 404 €	-1 621 €	-1 621 €	-90 025 €
Chaniers		-1 948 €	-274 994 €	-6 102 €	-7 654 €	-282 648 €
La Chapelle-des-Pots		-1 003 €	-57 387 €	-1 516 €	-1 516 €	-58 903 €
Chérac		-383 €	-54 251 €	-1 743 €	-1 743 €	-55 994 €
Chermignac		-1 381 €	-94 638 €	-3 628 €	-3 628 €	-98 266 €
La Clisse		-189 €	-59 629 €	-1 214 €	-1 214 €	-60 843 €
Colombiers		-68 €	-29 913 €	-449 €	-449 €	-30 362 €
Corme-Royal		-1 940 €	-102 294 €	-4 718 €	-6 182 €	-108 476 €
Courcoury	-4 665 €	-1 035 €	-61 977 €	-1 596 €	-1 596 €	-63 573 €
Dompierre sur Charente		-221 €	-60 288 €	-1 317 €	-1 317 €	-61 605 €
Le Douhet		-74 €	49 092 €	-597 €	-597 €	48 495 €
Ecoveux		-1 771 €	-68 711 €	-3 658 €	-3 658 €	-72 369 €
Écurat		-69 €	-49 738 €	-509 €	-509 €	-50 247 €
Fontcouverte		-6 528 €	-123 005 €	-9 001 €	-10 281 €	-133 286 €
Les Gonds	-15 097 €	-8 530 €	-98 408 €	-4 480 €	-6 896 €	-105 304 €
La Jard		-62 €	-30 486 €	-864 €	-864 €	-31 350 €
Luchat		-31 €	-51 951 €	-313 €	-313 €	-52 264 €
Migron		-464 €	-49 926 €	-803 €	-803 €	-50 729 €
Montils		-468 €	-25 434 €	-678 €	-1 258 €	-26 692 €
Pessines		-3 446 €	-36 843 €	-924 €	-924 €	-37 767 €
Pisany		-4 364 €	-56 329 €	-1 239 €	-2 980 €	-59 309 €
Préguillac		-373 €	144 412 €	-1 506 €	-1 506 €	142 906 €
Rouffiac		-477 €	-44 151 €	-2 810 €	-2 810 €	-46 961 €
Saint-Bris-des-Bois		-15 €	7 577 €	-155 €	-155 €	7 422 €
Saint-Césaire		-653 €	-54 348 €	-1 051 €	-1 051 €	-55 399 €
Saint-Georges-des-Coteaux		-4 154 €	-94 716 €	-5 305 €	-6 579 €	-101 295 €
Saint-Sauvant		-155 €	-66 493 €	-646 €	-646 €	-67 139 €
Saint-Sever-de-Saintonge		-199 €	-58 220 €	-1 242 €	-1 242 €	-59 462 €
Saint-Vaize		-169 €	11 116 €	-1 007 €	-1 007 €	10 109 €
Saintes	-25 117 €	-112 021 €	1 091 659 €	-137 979 €	-196 552 €	895 107 €
Le Seure		-105 €	2 166 €	-632 €	-632 €	1 534 €
Thénac		-3 815 €	-73 730 €	-2 311 €	-2 311 €	-76 041 €
Varzay		-902 €	-50 870 €	-1 107 €	-1 107 €	-51 977 €
Vénérand		-562 €	-41 161 €	-1 154 €	-1 154 €	-42 315 €
Villars-Les-Bois		-18 €	-2 270 €	-170 €	-170 €	-2 440 €
	-47 287 €	-160 005 €		-207 170 €		

- D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tout document y afférent.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 63 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

RÉGIE DES DÉCHETS

2020-246. Budget Annexe Régie des Déchets - Admissions en non-valeur 2020

Monsieur Jérôme GARDELLE indique que cette délibération est passée annuellement en fonction des retours de la Trésorerie. Cette année, la demande d'admission en non-valeur porte sur un montant de 36 296,01 euros. Ce montant est en retrait par rapport aux autres années.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 1617-5 et R. 1617-24,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4,

Considérant que Madame le comptable public assignataire de Saintes et Banlieue Municipale a transmis une demande d'admission en non-valeur pour des créances irrécouvrables, pour un montant de 36 296,01 € (trente-six mille deux cent quatre-vingt-seize euros et un centime) sur le Budget Annexe Régie des Déchets, concernant les années 2013 à 2019, selon la liste suivante :

- 3918870233 du 09/09/2020

Considérant que l'admission en non-valeur de ces produits a pour effet d'apurer la comptabilité de Madame le comptable public assignataire de Saintes et Banlieue Municipale, dont la responsabilité ne se trouve pas déchargée pour autant,

Considérant que ces produits n'ont pas pu être recouverts par Madame le comptable public assignataire de Saintes et Banlieue Municipale pour différentes raisons (personnes insolubles, dettes apurées par décision de justice, sommes trop faibles pour faire l'objet de poursuites...),

Considérant que l'encaissement de ces recettes sera poursuivi, notamment dans le cas d'un changement de situation financière des débiteurs qui reviendraient « à meilleure fortune »,

Considérant les crédits inscrits au chapitre 65, compte 6541,

Considérant l'avis du Conseil d'Exploitation de la Régie des Déchets du 8 décembre 2020,

Considérant l'avis de la commission Finances du 10 décembre 2020,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- D'approuver l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables pour un montant de 36 296,01 € (trente-six mille deux cent quatre-vingt-seize euros et un centime) sur le Budget Annexe Régie des Déchets, exercice 2020, conformément aux éléments exposés ci-avant.
- D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tout document y afférent.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 63 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2020-247. Charges à répartir entre le Budget Principal et le Budget Annexe Régie des Déchets - Exercice 2020

Monsieur Jérôme GARDELLE souligne que le mécanisme est semblable à celui vu dans le cadre du Budget Annexe Transports. Le Budget Annexe Régie des Déchets bénéficie des services support de la CDA pour différents types de missions. La liste des services impactés figure dans la délibération, avec le personnel et la quotité de temps de travail affectée.

Monsieur Pierre DIETZ s'étonne que 100 % soient attribués à Monsieur GARDELLE, ce qui ne permet pas de répartition. Il demande s'il s'agit d'une erreur dans le tableau.

Monsieur Jérôme GARDELLE explique que le tableau doit se lire comme suit : 100 % des indemnités de Jérôme GARDELLE sont affectées à la Régie des Déchets. Ensuite, il s'agit du pourcentage du salaire des agents affectés à la Régie.

Monsieur Pierre DIETZ remercie pour ces précisions.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu les Instructions Comptables et Budgétaires M 14 et M 4,

Considérant que le Budget Principal supporte des charges salariales transversales en lieu et place du Budget Annexe Régie des Déchets,

Considérant le coût salarial pour l'année 2020 des personnes concernées,

Considérant les pourcentages suivants indiquant la quotité d'activité pour 2020 des personnes rémunérées par le Budget Principal et travaillant pour le Budget Annexe Régie des déchets :

	Quotité Budget annexe « Régie des déchets »
ÉLU	
ARNAUD Dominique	100 %
GARDELLE Jérôme	100 %
DIRECTION GÉNÉRALE	
LALEU Frederic	8 %
MOINET VICENS Colette	15 %
FINANCES	
MUNOS LALEU Elizabeth	6 %
SENGES Jean-François	6 %
DELVAL Camille	1 %
GELINEAU Linda	4 %
GIRAULT LERAT Maryline	1 %
JUGE Thierry	20 %
MIGNON Melanie	2 %
RESSOURCES HUMAINES	
SERRA Sylvie	10 %
MINAUD David	10 %
FOURETS Alexandra	10 %
DELAGARDE Nadine	10 %
VILCHIEN Sophie	10 %
DEAU Delphine	10 %
LE BELICARD Chantal	10 %
MANIC Fabienne	10 %

MARTIN Pauline	10 %
MICHEL Isabelle	10 %
JACQUEL Nathalie	10 %
CAMY Bruno	10 %
GUILBAUD Magali	10 %
ROCKA Marion	10 %
TRAVAUX	
TREMBLE Stéphane	10 %
PAUVERT Edwige	2 %
QUINTARD Marjorie	1 %
AFFAIRES GÉNÉRALES	
MORIN Magalie	5 %
BERNARD Maryline	9 %
VERNET Amélie	5 %
MOREAU Stéphanie	5 %
TOUCHARD Barbara	10 %
INFORMATIQUE	
JUPEAU Delphine	2 %
DURAND Didier	2 %
SUIRE Hervé	0,5 %
ALBERT Christine	0,5 %
HAVARD Pierre	0,5 %
MANGIN Bertrand	0,5 %
LAMY Damien	0,5 %
WENTA Alexandrine	2 %
HASSLER Emmanuel	2 %
POUPEAU Luc	0,5 %
BIALOWAS Florent	0,5 %
LOUIS Karine	0,5 %
CALBRIS Allan	1 %
COMMUNICATION	
MALLE France Alexia	15 %
ROUAULT Mathieu	15 %

Considérant l'avis du Conseil d'Exploitation de la Régie des Déchets du 8 décembre 2020,

Considérant l'avis de la Commission Finances du 10 décembre 2020,

Le Budget Annexe Régie des Déchets se doit, à ce titre, de rembourser au Budget Principal la somme de 153 439 € au titre de l'exercice 2020.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- D'autoriser le remboursement des charges 2020 ci-dessus mentionnées par le Budget Annexe Régie des Déchets au Budget Principal pour la somme de 153 439 €.
- D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tout document y afférent.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 62 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2020-248. Budget annexe Régie des Déchets - Charges à étaler 2020 « Covid 19 »

Monsieur Jérôme GARDELLE indique qu'il s'agit à nouveau de pouvoir étaler les dépenses exceptionnelles liées à la crise sanitaire. Le montant de ces dépenses s'élève à 37 920 euros. Le législateur a permis d'étaler ces charges en fonctionnement sur une durée de cinq ans, ce qui revient à amortir 7 584 euros chaque année jusqu'en 2024.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu l'instruction Comptable et Budgétaire M 4,

Vu la circulaire du 24 août 2020, relative au traitement budgétaire et comptable des dépenses des collectivités territoriales, des groupements et de leurs établissements publics liées à la gestion de la crise sanitaire du Covid-19,

Considérant la possibilité de répartir sur plusieurs exercices les dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du Covid-19 sur une durée qui ne peut excéder 5 ans,

Considérant les crédits inscrits aux comptes 4815, 791 et 6812,

Considérant l'avis du Conseil d'Exploitation de la Régie des Déchets en date du 8 décembre 2020,

Considérant l'avis de la Commission Finances du 10 décembre 2020,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- *De procéder à l'étalement sur 5 ans des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du Covid-19 selon l'état joint à la présente délibération.*
- *D'autoriser le Président ou son représentant en charge des Finances à passer les écritures comptables relatives à cet étalement de charges de la façon suivante :*

3. Transfert de la charge en 2020

- *Recette de fonctionnement au compte 791 « Transfert de charges d'exploitation » : 37 920 €.*
- *Dépense d'investissement au compte 4815 « Charges liées à la crise sanitaire Covid-19 » : 37 920 €.*

4. Amortissements annuels de la charge à répartir sur plusieurs exercices, de 2020 à 2024

- *Dépense de fonctionnement au compte 6812 « Dotation aux amortissements des charges d'exploitation à répartir » : 7 584 €.*
- *Recette d'investissement au compte 4815 « Charges liées à la crise sanitaire Covid-19 » : 7 584 €.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 62 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2020-249. Budget annexe Régie des Déchets - Décision modificative n° 3 - Exercice 2020

Monsieur Jérôme GARDELLE indique que le mécanisme d'étalement lié au Covid apparaît dans la décision, de même que des charges de personnel supplémentaires liées au confinement. En effet, durant cette période, certains membres du personnel n'ont pas pu reprendre leur activité et ont été confinés pour des raisons de protection médicale. Il a fallu compenser leur absence par des embauches en intérim. En parallèle, au niveau de la section d'exploitation, une moins-value importante est constatée, de l'ordre de 73 000 euros, qui va pouvoir compenser ces surcharges de personnel sur le budget de fonctionnement.

En investissement, des dépenses de matériel de bureau pour 10 000 euros supplémentaires sont constatées. Elles sont financées sur les autres immobilisations corporelles du fait du mécanisme d'étalement Covid.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.1612-11,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 4,

Vu la délibération n°2020-33 du Conseil Communautaire en date du 13 février 2020 portant vote du budget primitif du budget annexe Régie des déchets 2020,

Vu la délibération n°2020-107 du 25 juin 2020 adoptant le Budget supplémentaire du budget annexe régie des déchets 2020,

Vu la délibération n°2020-183 du Conseil Communautaire en date du 22 septembre 2020 adoptant la décision modificative n°1 du budget annexe régie des déchets 2020,

Vu la délibération n°2020-207 du Conseil Communautaire en date du 17 novembre 2020 adoptant la décision modificative n°2 du budget annexe régie des déchets 2020,

Considérant la nécessité de procéder à un ajustement des crédits du Budget Annexe Régie des déchets,

Considérant que le Conseil d'Exploitation de la Régie des Déchets a formulé un avis favorable le 8 décembre 2020,

Considérant l'avis de la commission finances du 10 décembre 2020,

Compte tenu de la présentation du rapport ci-dessous exposé,

SECTION D'EXPLOITATION

La section d'exploitation s'équilibre à + 37 920 €.

Les recettes correspondent à l'étalement sur 5 ans des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du Covid-19 :

- **Transfert de charges d'exploitation (chap. 042) : + 37 920 €.**

Les dépenses concernent :

- **Charges à caractère général (chap. 011) : - 73 500 €.** Il est nécessaire d'ajuster les crédits votés au budget primitif 2020 pour le carburant. La baisse de consommation due à la période de confinement (fermeture des déchèteries et suspension de certaines collectes) à laquelle s'ajoute un prix moyen du litre de gasoil inférieur au tarif pris en compte lors de l'élaboration du budget primitif permet de revoir ces crédits à la baisse pour 2020.
- **Charges de personnel (chap. 012) : + 73 500 €** pour la rémunération du personnel intérimaire, particulièrement pendant les périodes de confinement liées à la crise sanitaire, ainsi qu'à de nombreuses absences de longue durée en 2020 sur les services collecte, déchèteries et rotations.
- **Dotation aux amortissements des charges de fonctionnement à répartir (chap.042) : + 7 584 €** pour l'étalement sur 5 ans des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du Covid-19.
- **Charges exceptionnelles (chap. 67) : + 30 336 €** correspondant à l'augmentation de la réserve pour équilibrer la section de fonctionnement.

SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement s'équilibre à + 7 584 €.

Les dépenses concernent :

- **Opération n°32 « Matériel de bureau » : + 10 000 €** pour le remplacement des armoires de vestiaire de l'Ecosite par des modèles plus grands, mieux adaptés au métier de la collecte et l'ajout d'armoires de distribution de linge, pour les vêtements propres au retour de la blanchisserie,
- **Charges liées à la crise sanitaire Covid-19 (chap. 040) : + 37 920 €.**

- **Autres immobilisations corporelles (chap. 21) : - 40 336 €** correspondant à la diminution de la réserve pour équilibrer la section d'investissement.

Les recettes correspondent aux charges liées à la crise sanitaire Covid-19 (chap. 040) : + 7 584 €.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- D'approuver la décision modificative n°3 du Budget Annexe Régie des déchets 2020 par nature, au niveau du chapitre pour la section d'exploitation et au niveau du chapitre ou par opération pour la section d'investissement conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 62 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

* * * * *

2020-250. Budget annexe Régie des Déchets - Vote de la grille tarifaire concernant la redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOMI et REOM) et autres tarifs applicables à partir du 1^{er} janvier 2021

Monsieur Jérôme GARDELLE rappelle que la CDA subit l'évolution très importante de la TGAP (Taxe Générale sur les Activités Polluantes). Cette taxe s'applique sur les volumes enfouis ou mis à l'incinération. L'État a décidé de renforcer cette taxation pour inciter les collectivités à réfléchir à des solutions plus vertueuses. Le territoire ne comprenant pas d'incinérateur, l'ensemble des déchets sont actuellement enfouis sur un site au nord de la Gironde. La CDA va donc subir de plein fouet l'évolution de cette TGAP. Le tableau joint montre l'évolution prévue par le législateur. La tonne passe de 18 euros à une projection à 65 euros avant la fin du mandat, et des contributions colossales devront être réglées par la CDA. La compétence traitement a été déléguée au syndicat CYCLAD, qui gère les ordures ménagères sur une grande partie du département. La taxe TGAP sera donc répercutée via la contribution à CYCLAD. Ce dernier prévoit une augmentation de 2 euros par habitant sur l'année 2021, soit 120 000 euros supplémentaires à financer sur la Régie des Déchets. Sans intervention sur les tarifs, le budget du service était amené à fin 2021 à un déficit de l'ordre de 500 000 euros. Afin de faire face à ces éléments, la grille de tarifs jointe est proposée. Elle revient à affecter une augmentation de 15 euros sur la part accès aux services.

Sur la majeure partie du territoire, la facture est liée au volume de déchets. Le centre-ville de Saintes n'est pas sur un mode incitatif, et connaît des tarifs en fonction du nombre d'habitants dans les foyers.

Des tarifs complémentaires sont joints, et connaissent assez peu d'évolution. Une baisse du prix des sacs prépayés 50 litres est à noter, le tarif passe de 1,85 euro à 1,40 euro afin de respecter la cohérence sur la facturation au litre. Les frais de nettoyage des dépôts sauvages sur la CDA ont été supprimés, il s'agit d'une prestation d'un montant très faible et qui n'est plus appliquée, cette police n'étant plus effectuée par la CDA. L'ensemble des autres tarifs demeurent inchangés.

Monsieur Rémy CATROU s'excuse de son retard à ce Conseil Communautaire. Il ne votera pas cette délibération, l'augmentation de 15 euros correspond à l'augmentation du SMIC en janvier 2021. Même si cette augmentation est justifiée par un équilibre comptable, elle représente une double peine en période de crise sanitaire pour l'ensemble des foyers de Saintes. Durant la campagne électorale, cette problématique des déchets avait été traitée avec sérieux. Monsieur Rémy CATROU était favorable à une réorganisation totale de cette gestion des déchets, et la proposition effectuée n'en prend pas tout à fait le chemin. Cela ne remet pas en question le travail de la commission qui a travaillé sur le budget, celui-ci devant toujours être en équilibre. Une autre solution serait peut-être d'interpeller l'État et d'envoyer les députés actifs à l'Assemblée Nationale. Les élus de Saintes écologique et solidaire voteront contre ce budget.

Madame Florence BETIZEAU estime que cette redevance incitative creuse les inégalités. Elle souhaite savoir s'il serait possible de mettre en œuvre une concertation afin de rechercher des solutions qui ne pénalisent pas les usagers. Seule une partie de la population contrôle la gestion de son container. Lorsqu'il s'agit d'une copropriété, il est très difficile de contrôler le montant que les locataires ou les propriétaires paient. La problématique de la grande distribution et des entreprises agro-alimentaires se pose également. Elle était inquiète face à l'accroissement des décharges sauvages et des problèmes d'insalubrité publique liés aux incivilités et à la suppression de la collecte hebdomadaire. Elle considère qu'il serait possible de réfléchir à des possibilités de créer des centres de tri dans les entreprises de taille importante. Il serait intéressant

de prendre exemple sur le Technicentre SNCF, qui dispose de sa propre déchèterie, effectue un tri conséquent et gère en grande partie ses déchets. Les inégalités sont un élément primordial, en particulier du fait du Covid. Pour certaines personnes, cette augmentation de la redevance ajoutée à des salaires amputés risque de constituer une réelle problématique, et les réactions face à cette gestion des déchets risquent d'être mauvaises. Une concertation pour réfléchir sur ce point serait très intéressante.

Monsieur Jérôme GARDELLE précise qu'une instance existe au sein de la CDA, il s'agit du Conseil d'exploitation de la Régie des déchets, dont plusieurs des délégués communautaires sont des membres actifs. Cette commission travaille beaucoup, et effectue de nombreuses propositions. Même si l'ensemble des délégués communautaires n'en font pas partie, ils ont toute latitude pour faire remonter les bonnes idées via les délégués de leur connaissance. Il est certain que quelques-unes des pratiques actuelles doivent évoluer. Le tarif proposé ne l'est pas de gaité de cœur, mais un cadre légal doit être respecté. Le budget annexe Régie des déchets doit être équilibré par la redevance. Les provisions descendaient chaque année, et l'année 2021 signalait la rupture. Il était nécessaire de réagir. Le tarif « standard » qui correspond à 80 % de la population, à 191 euros par an, doit être mis en parallèle avec ce qui se pratique dans les territoires environnants. Les redevances pour une famille de quatre personnes dépassent généralement les 250 voire 300 euros. Pour ce qui est de la grande distribution, comme l'ensemble des entreprises sur le territoire, elle a un cadre légal à respecter. La CDA dispose de la compétence sur les déchets ménagers des particuliers. Les entreprises doivent faire leur affaire de trier, faire collecter et traiter leurs déchets, et la CDA n'a pas à s'immiscer dans ces dispositifs.

Madame Florence BETIZEAU précise que pour les habitants de Saintes et de l'agglomération, ce point manque de transparence. La proportion de 80 % avancée lui semble élevée. Les explications et le contenu des recherches manquent de transparence. Cela permettrait d'apaiser les esprits sur l'augmentation de cette redevance et la compréhension du paiement d'une redevance aussi importante.

Monsieur Jérôme GARDELLE explique que la proportion de 80 % renvoie aux habitants de la CDA qui disposent d'un bac 120 litres en redevance incitative. Ils ne sont pas majoritaires sur Saintes, mais constituent la norme au sein des communes rurales. Il est difficile d'aborder ces dossiers très techniques en Conseil communautaire, il s'agit du rôle du CERD. Toutes les communes y sont représentées. Des relais peuvent permettre d'amener ce type de questionnements, et de donner des informations plus poussées.

Monsieur Pierre TUAL comprend la situation, mais estime que le tarif du bac de 120 litres constitue un problème pour les personnes seules. Des explications importantes quant au tarif seront nécessaires. Ensuite, il conviendra de réfléchir collectivement à une autre solution, et de mettre le sujet sur la table.

Monsieur Jérôme GARDELLE explique que le sujet du tarif 2021 constitue une urgence budgétaire, et il n'est pas possible de disposer d'une liberté d'action sur ce point. Lorsqu'un exercice est en déficit, des mesures doivent être prises. Il prend l'engagement de réfléchir dès le début de l'année 2021 à l'articulation des tarifs. Il est effectivement nécessaire de travailler sur deux axes, essayer de rendre la grille plus incitative, et essayer de trouver une certaine forme de justice, puisqu'une famille de quatre personnes paiera le même prix qu'une personne seule. Des propositions doivent être effectuées.

Monsieur David MUSSEAU revient sur la proposition qu'il avait émise. Il souhaite qu'une réunion ait lieu afin de pouvoir annoncer cette mesure aux populations. Il offre de mettre à disposition sa salle municipale, afin de commencer l'année 2021 avec des informations acceptées et attendues.

Monsieur le Président en prend note.

Monsieur Pierre DIETZ présente ses excuses aux membres du CERD pour son absence lors de la réunion du 8 décembre, il a été convoqué en dernière minute pour faire passer des examens qui ont eu lieu en présentiel à l'université. Il considère que rien n'est plus impopulaire pour des élus que d'augmenter des impôts, une taxe ou une redevance. Il rejoint Messieurs TUAL et MUSSEAU quant à la pédagogie qui sera nécessaire pour faire comprendre cette augmentation à la population. Des efforts sont consentis, pourtant les taxes et redevances augmentent. Il demande s'il ne serait pas possible de trouver une solution en interne pour éviter cette augmentation, et les effets collatéraux que celle-ci va forcément induire.

Monsieur Jérôme GARDELLE précise que le cadre légal interdit cette possibilité. En revanche, un changement de paradigme est tout de même observé par rapport au mandat précédent. La proposition comprend en effet une hausse de tarif, mais également quelques services supplémentaires aux administrés. Pour l'année 2021, les ordures ménagères seront enlevées de manière hebdomadaire sur la période estivale. Cette demande émane de plusieurs endroits où les personnes avaient du mal à stocker leurs déchets. La solution pérenne sera la collecte des bio-déchets, qui sera évoquée au cours des prochains mois. Une obligation légale exige de la mettre en place sur l'ensemble du territoire d'ici au 31 décembre 2023. Tant que cette

solution n'est pas mise en place, une collecte hebdomadaire en porte-à-porte sera effectuée dès l'été 2021. Il s'agit d'un réel service supplémentaire amené à la population, qui est financé en partie par la proposition de hausse.

Un autre sujet important concerne les déchèteries. Sur le flux total de déchets produits par le territoire, la moitié des déchets est collectée en porte-à-porte, et l'autre moitié au niveau des déchèteries. Le territoire comprend deux déchèteries « urbaines » sur Saintes, une sur Burie, une sur Chaniers et une sur Corme-Royal. En 2018, il a été décidé de fermer le site à proximité de la zone des Charriers, sans contrepartie pour le territoire du Sud. La construction d'une nouvelle déchèterie va être engagée. Les déchèteries actuelles sont vieillissantes, et pas toujours adaptées aux flux reçus. Cela a été constaté notamment en sortie de confinement. L'idée est de proposer aux habitants un outil de collecte et de valorisation des déchets. Le souhait est d'adosser à cette déchèterie une ressourcerie, qui viendra compléter l'offre sur le territoire afin d'offrir une deuxième vie aux déchets et éviter l'enfouissement. Une échéance de deux ans est envisagée pour ce projet. Parallèlement à cela, le parc de déchèteries disponibles sur le territoire sera également rénové. L'accessibilité sera améliorée afin d'éviter les embouteillages. Les polystyrènes seront récupérés afin d'être recyclés, et des zones de gratuité seront instaurées pour les palettes. Sur les deux déchèteries de Saintes, une zone de dépôt sera mise en place où chacun pourra déposer et reprendre ce qui l'intéresse afin de retirer certains objets de la filière d'élimination. En parallèle de la hausse, des services seront donc proposés aux habitants. La volonté est également d'améliorer la communication, ainsi que la sensibilisation des usagers. Un travail important doit en effet être mené sur les consignes de tri ou la pertinence de certains modes de collecte. Toutes les idées seront bonnes à prendre.

Monsieur le Président observe que pour la première fois, une augmentation de tarif s'accompagne d'une augmentation de service. Le choix a été d'investir fortement dans le système, et de mettre en place un travail important avec la Régie. Les installations sont obsolètes et vieillissantes, il en va de la sécurité des agents. L'augmentation est liée à de réels investissements et enjeux.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE partage en grande partie ces interventions. Effectivement, les collectes espacées augmentent les incivilités, et augmenter le service parallèlement à l'augmentation de tarif est une très bonne mesure. Toutefois, elle estime qu'il s'agit de solutions d'urgence, qui auraient déjà dû être mises en place depuis un certain temps. Les poubelles représentent une question de santé et de salubrité publiques, et si les poubelles ne sont pas ramassées, les conséquences sur la santé seront importantes. L'augmentation du tarif est inévitable, et l'augmentation du service est une compensation juste et nécessaire. Elle demande si une politique de prévention et d'investissement sera établie à plus long terme. Plusieurs pistes sont évoquées pour la revalorisation et la réutilisation des objets, et elle souhaite savoir si des pistes existent aussi pour le traitement réel qui sera proposé pour les ordures ménagères et les ordures non recyclables, notamment les produits toxiques. Elle demande si des points de collecte ou des ramassages permettront de les jeter.

Monsieur Jérôme GARDELLE explique que les déchets d'amiante liée ne sont plus collectés depuis 2018 du fait de questions relatives à la réglementation. Il est nécessaire de protéger à la fois les usagers et les salariés. Ce point va être repris dans un cadre réglementaire très strict, les dépôts se feront sur rendez-vous avec la mise à disposition au préalable des EPI adéquats afin que la manipulation de l'amiante s'effectue sans risques. Un opérateur spécialisé viendra récupérer les sacs dédiés. Pour ce qui est de la partie traitement, chacun a conscience que l'enfouissement des ordures ménagères ne constitue pas une solution, et la TGAP oblige à réfléchir. Le volet traitement est délégué au CYCLAD, qui mène des réflexions. Il est en train de remettre à niveau son incinérateur, qui va être transformé afin de pouvoir effectuer de la récupération de chaleur. 25 millions d'euros d'investissement sont programmés dessus. À terme, il devrait être possible de dévier une partie des flux incinérés en Gironde vers cet incinérateur. La réflexion va dans le bon sens sur ces sujets.

Monsieur Jean-Philippe MACHON indique que malgré le discours courageux et encourageant de Monsieur Jérôme GARDELLE, il s'abstiendra sur cette délibération afin de souligner l'urgence de remettre à plat le système de collecte des déchets, et de le réorganiser. Depuis plusieurs années, une fuite en avant est constatée, avec baisse des services, augmentation des tarifs, et surcoût pour la ville de Saintes. Il est nécessaire de remettre complètement à plat ce système. Des discussions avaient été amorcées sur ce sujet plusieurs années auparavant, et sont restées au point mort.

Monsieur Jérôme GARDELLE estime que la particularité saintaise au sein de l'agglomération est indéniable. Aujourd'hui, la redevance incitative dans les communes rurales n'appelle plus d'observations, et fonctionne bien. Sur Saintes, le sujet est effectivement plus compliqué, et il convient de ne pas se voiler la face. Le sujet saintais n'a pas avancé ces dernières années. La situation est désormais dégradée, et Saintes comprend encore un système de collecte en porte-à-porte avec dépôt des déchets devant les portes des maisons. Cela ne peut satisfaire ni les élus, ni les habitants. Une mauvaise utilisation des points d'apport enterrés avec

badgeage est constatée, les messages délivrés étaient sans doute contraires au bon fonctionnement de ce service. Ces points sont utilisés comme dépôts sauvages par la majeure partie de la population. Le sujet doit être remis sur la table. Les messages ne sont pas clairement passés, la répression est inexistante, et la communication est insuffisante pour expliquer aux usagers que les dépôts sauvages sont des incivilités qui pénalisent l'ensemble de la communauté. La CDA doit décider conjointement avec les élus de Saintes, mais également avec la population, qui a peut-être des propositions à effectuer. Le sujet est complexe. Le problème saintais ne permet toutefois pas d'affirmer que l'incitativité ne fonctionne pas au niveau de la CDA. Le volume de déchets s'élève à 145 kilos par habitant et par an, et ce niveau figure parmi les plus bas du territoire. Sur les territoires ruraux, 120 kilos par an et par habitant sont produits depuis le passage en redevance incitative. Cela fonctionne, toutefois il convient de parvenir à trouver une solution saintaise pour que le sujet de la ville n'apparaisse plus, et ne soit plus sujet de débats au niveau du conseil communautaire.

Monsieur le Président partage cette analyse, et estime qu'il est grand temps que le maire de Saintes s'empare de cette compétence.

Monsieur Jean-Luc FOURRE observe que Monsieur Jean-Philippe MACHON faisait partie de la commission durant la dernière mandature. Il a été très peu présent à la commission, ce qui est regrettable, car Saintes constitue un problème. Il aurait été possible de travailler conjointement. En ce qui concerne l'augmentation, l'accent a été mis sur le coût. Or, les montants sont supérieurs dans l'ensemble des collectivités avoisinantes. La nouvelle équipe travaille sérieusement, de même que CYCLAD. Ses agents ont ramassé et ouvert des sacs noirs, qui contenaient énormément de déchets qui n'étaient pas destinés à l'enfouissement ou à l'incinération, mais devaient entrer dans d'autres filières. Un travail doit être mené auprès des concitoyens.

Monsieur Jean-Philippe MACHON indique que les solutions qu'il avait proposées avec Monsieur Dominique ARNAUD n'ont jamais été retenues ou considérées par le passé.

Monsieur Jérôme GARDELLE rejoint les propos de Monsieur FOURRE, un réel problème entoure le respect du tri par les usagers, et il est possible de faire beaucoup mieux. Il est nécessaire de revenir vers les habitants et de leur expliquer certains aspects. Il est important de réapprendre à jeter les déchets à bon escient.

Monsieur Pierre DIETZ souhaite savoir si l'augmentation aura lieu chaque année durant tout le mandat dans le cas où la décision serait prise de mettre en place cette augmentation.

Monsieur Jérôme GARDELLE rappelle l'évolution prévue par le tableau de la TGAP. La prospective financière de CYCLAD envisage en 2025 de monter la contribution entre 30 et 38 euros par foyer. Une hausse de 15 euros est proposée ce jour, et il est évident que si des mécanismes ne sont pas trouvés, d'autres hausses devront être actées au cours du mandat. Pour ce qui est des investissements, les fonds ne sont pas disponibles. La première étape est d'abord d'équilibrer le budget. Si rien n'est fait, le budget sera déficitaire dès la fin de l'année 2021. Il existe une urgence budgétaire, les réserves ont été consommées sur un maintien artificiel des tarifs, qui n'était pas en adéquation avec la réalité des dépenses.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.2333-76,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 7°), relatif à la « collecte et au traitement des déchets des ménages et déchets assimilés »,

Vu la délibération n°2019-207 du Conseil Communautaire en date du 19 décembre 2019 portant vote de la grille tarifaire concernant la redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOMI et REOM) et autres tarifs applicables à partir du 1^{er} janvier 2020,

Considérant que le contexte international et national de la gestion des déchets, devenu particulièrement tendu et incertain :

- hausse croissante de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) applicable à l'enfouissement des déchets ultimes puisqu'elle est passée de 14 €/tonne en 2016 à 18 €/tonne en 2020 et que le gouvernement prévoit une hausse continue pour atteindre 65 €/tonne en 2025,*
- réduction des capacités autorisées des centres d'enfouissement combinée à un contrôle accru du caractère ultime des déchets envoyés en enfouissement entraînant une augmentation substantielle des tarifs de mise en décharge,*
- crise mondiale des marchés des matières à recycler ayant pour conséquence la chute des cours de vente des matières et des difficultés dans l'évacuation de ces matières.*

Considérant que ce contexte contraint le syndicat mixte Cyclad, auquel la Communauté d'Agglomération de Saintes a transféré la compétence traitement de ses déchets, à augmenter pour la troisième année consécutive sa cotisation pour le traitement de 2 €/an/habitant au 1^{er} janvier 2021, soit 4 € par ménage, et ce, chaque année jusqu'en 2026 à minima

Considérant que les économies générées par l'harmonisation et l'optimisation du service de collecte ont permis de maintenir jusqu'au 31 décembre 2019 les tarifs appliqués depuis le 1^{er} juillet 2016, et ce, malgré la hausse des cotisations Cyclad déjà appliquées en 2019 et la hausse continue des principales charges de fonctionnement de la régie des déchets (carburant...),

Considérant que les recettes prévisionnelles estimées de la régie des déchets pour l'année 2021 ne permettront pas d'équilibrer le budget primitif 2021 face à cette nouvelle hausse,

Considérant que l'augmentation du coût de traitement des déchets entraîne une hausse de cotisation de l'ordre de 4,00 €/usager du service,

Considérant que la crise sanitaire liée à la COVID 19 a entraîné une baisse des recettes de redevance émises en 2020 et que, de ce fait, le résultat attendu du budget annexe Régie des déchets est inférieur à celui prévu dans le Budget primitif du budget annexe Régie des déchets,

Considérant l'avis du Conseil d'Exploitation de la Régie des Déchets du 8 décembre 2020,

Considérant également l'avis de la conférence des maires du 2 décembre 2020,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la grille tarifaire ci-annexée concernant la redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOMI et REOM) et autres tarifs applicable à compter du 1^{er} janvier 2021.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de cette proposition par :

- 54 Voix pour*
- 6 Voix contre (Mmes Mireille ANDRE, Renée BENCHIMOL-LAURIBE, Florence BETIZEAU et MM. Rémy CATROU, Pierre DIETZ et Pierre MAUDOUX)*
- 3 Abstentions (MM. Jean-Philippe MACHON et Jean-Pierre ROUDIER et Mme Céline VIOLETT)*
- 0 Ne prend pas part au vote*

RESSOURCES HUMAINES

2020-251. Recrutement des jeunes en contrat d'apprentissage

Madame Marie-Line CHEMINADE explique qu'il s'agit d'une délibération annuelle, qui permet à la collectivité de pouvoir accueillir des apprentis. La délibération suit la loi du 6 août 2019. Pour les contrats conclus après le 1^{er} janvier 2020, la collectivité se doit de contribuer à la moitié du financement de la formation des jeunes apprentis accueillis.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE admet que le recrutement de jeunes apprentis est utile pour eux. Il s'agit toutefois d'un travail quelque peu précaire. Elle demande quelle serait la politique de la CDA quant à la gestion du personnel, en particulier des contrats précaires comme ceux du personnel ATSEM. Des personnes sont évidemment présentes en remplacement des personnes absentes, mais de nombreuses personnes disposent d'un contrat renouvelé chaque année depuis de longues périodes. Ce mode de fonctionnement date de la CDC. Elle demande si la stratégie d'embauche des personnes sera revue. Un groupe de pilotage est prévu pour pouvoir étudier ces questions de façon approfondie, mais il est remis au premier semestre, ce qui retarde encore la résolution de ces difficultés à la rentrée 2021. Elle souhaite savoir quelles stratégies politiques seront engagées.

Monsieur le Président précise qu'il est important de ne pas confondre les situations. L'apprentissage ne constitue pas de la précarisation, il s'agit au contraire d'une aide pour pouvoir occuper ensuite un réel emploi et apprendre son métier. Sur la question de la gestion des ressources humaines de l'agglomération, des comités de travail se tiennent.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu le Code du travail,

Vu la loi n°2016-1088 en date du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels,

Vu la loi n°2018-771 en date du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel,

Vu la loi n°2019-828 en date du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu le décret n°2017-199 en date du 16 février 2017 relatif à l'exécution du contrat d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial,

Vu le décret n°2019-32 en date du 18 janvier 2019 relatif aux compétences professionnelles exigées des maîtres d'apprentissage et au service chargé de la médiation en matière d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial,

Vu la délibération n°2014-94 du Bureau Communautaire en date du 5 septembre 2014 portant recrutement de jeunes en contrat d'apprentissage - Mise en œuvre et conditions de rémunération,

Considérant qu'il convient de prendre en compte l'évolution de la réglementation en lien avec l'apprentissage,

Considérant qu'en application de la réglementation, l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans révolus, et sans limite d'âge pour certaines catégories de travailleurs dont les personnes reconnues handicapées, d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration,

Considérant que cette formation par alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre,

Considérant que dans le cadre de la participation à cet effort de formation qualifiante et d'insertion professionnelle des jeunes, la Communauté d'Agglomération (CDA) de Saintes propose de recruter des apprentis au sein de ses services. Le nombre maximum d'apprentis présents simultanément sera limité à huit (8) sous réserve de la disponibilité des crédits affectés annuellement à leur rémunération dans le cadre de la préparation du budget.

Ces jeunes interviendraient principalement dans les secteurs techniques (Politique des Déchets, Informatique), de l'Education Enfance Famille ou dans tout autre secteur selon les besoins des services, et devront exercer des missions définies et en rapport avec la qualification recherchée. Pour préserver un encadrement de qualité, il conviendra d'ajuster le nombre d'apprentis présents simultanément à la capacité d'accueil de chaque service.

Considérant qu'en application de la réglementation les apprentis perçoivent le même salaire que ceux du secteur privé déterminé en pourcentage du SMIC, variable en fonction de l'âge de l'apprenti et de l'année d'exécution du contrat.

Considérant que les personnes morales mentionnées à l'article L. 6227-1 du Code du travail prennent en charge les coûts de la formation de leurs apprentis dans les centres de formation d'apprentis qui les accueillent, sauf lorsque ces personnes morales sont redevables de la taxe d'apprentissage,

Considérant que pour les contrats d'apprentissage conclus après le 1^{er} janvier 2020, la loi du 6 août 2019 précitée fixe à 50 % la contribution financière du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) versée aux Centres de Formation des Apprentis (CFA) pour le financement des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et leurs établissements,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes prendra en charge la partie non financée par le CNFPT des coûts de formation des apprentis employés,

Vu l'avis du comité technique en date du 3 décembre 2020,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'abroger et de remplacer la délibération n°2014-94 du 5 septembre 2014 susvisée par la présente délibération à compter du rendu exécutoire de cette dernière,*
- d'autoriser le recours au contrat d'apprentissage selon les modalités susvisées,*

- d'inscrire les crédits nécessaires annuellement au budget principal, au budget de la régie des déchets et au budget transports urbains, chapitre 012 pour la rémunération des apprentis et chapitre 011 de chaque service d'accueil pour les coûts de formation,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, et de l'Administration générale à signer tout document relatif au recrutement d'apprentis et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les Centres de Formation des Apprentis.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 62 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2020-252. Direction des Ressources Humaines et Direction Générale - Modification du tableau des effectifs

Madame Marie-Line CHEMINADE précise qu'il s'agit de modifier le tableau des effectifs, avec la suppression du poste de directeur et la création d'un poste d'attaché principal, ainsi que d'un poste d'administrateur en regard du recrutement du DGS.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Considérant le départ à la retraite d'un agent de la Direction des Ressources Humaines à compter du 1^{er} janvier 2021,

Considérant l'avis favorable du comité technique en date du 3 décembre 2020,

Considérant les missions définies dans la fiche de poste ci-annexée,

Considérant les déclarations légales de vacance d'emplois transmises au Centre Départemental de gestion le 5 juin 2020,

Considérant qu'il convient de modifier le tableau des effectifs de l'établissement, comme suit :

- Création d'un poste d'attaché principal à temps complet
- Suppression d'un poste de directeur territorial à temps complet

Considérant les démarches de recrutement par voie statutaire infructueuses, il convient de faire appel à un agent contractuel, selon les modalités suivantes :

- Application de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 relative à la fonction publique territoriale
- Temps de travail : temps complet
- Date d'effet du contrat : 1^{er} janvier 2021
- Niveau : poste de contractuel équivalent catégorie A
- Définition du poste : Directeur des ressources humaines
- Type et durée du contrat : de droit public à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable dans la limite d'une durée totale de six ans
- Rémunération : dans la limite du 10^e échelon de la grille indiciaire applicable aux attachés principaux
- Régime indemnitaire en vigueur
- Conditions de travail générales et avantages applicables aux agents de l'établissement

Considérant les besoins de la Direction Générale,

Considérant qu'il convient de modifier le tableau des effectifs de l'établissement, comme suit :

- Création d'un poste d'administrateur territorial à temps complet

Considérant l'avis favorable du comité technique en date du 3 décembre 2020,

Considérant les crédits prévus au budget 2021, chapitre 012,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de procéder, à compter du 1^{er} janvier 2021 à la modification du tableau des effectifs ci-annexé, conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.
- d'autoriser, pour la Direction des Ressources Humaines, le recrutement d'un agent par voie de contrat de droit public à durée déterminée, selon les modalités susvisées.
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, et de l'Administration générale à signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 60 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE

2020-253. Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat avec un volet Renouvellement Urbain (OPAH-RU) multi-sites centre-ville et centres bourgs - Autorisation de signer l'avenant n°2 à la convention

Madame Evelyne PARISI indique que le 25 juin 2020, le Conseil communautaire a délibéré afin d'approuver la signature de l'avenant n°1 à la convention, qui définit notamment les modalités d'attribution des subventions à des propriétaires occupants modestes pour la réalisation de travaux dans leurs logements. Cet avenant avait pour but d'ajouter les propriétaires occupants très modestes aux bénéficiaires de ces aides. L'avenant n°2 proposé ce soir a pour objet de modifier l'article 5.3.1 « règles d'application suite à des erreurs de saisie ».

Vu le Code général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5216-5 I 3°) qui prévoit que la Communauté d'Agglomération exerce de plein droit au lieu et place des communes membres la compétence Equilibre social de l'habitat,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 3°) « Equilibre Social de l'Habitat »,

Vu la circulaire n°2022-68/UHC/IUH4/26 relative aux Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat et au Programme d'Intérêt Général, en date du 8 novembre 2002,

Vu la délibération n°2018-03 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 adoptant le Programme Local de l'Habitat 2017-2022 de la Communauté d'Agglomération de Saintes, et en particulier son action 2.3 : « Valoriser les potentiels du parc privé »,

Vu la délibération n°2018-04 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 portant sur la mise en œuvre d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat avec un volet Renouvellement Urbain (OPAH-RU) multi-sites centre-ville et centres bourgs, l'approbation de la Convention 2018-2022 et le lancement du marché suivi-animation,

Vu la délibération n°2020-90 du Conseil Communautaire en date du 25 juin 2020 portant sur l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat avec un volet Renouvellement Urbain (OPAH-RU) multi-sites centre-ville et centres bourgs - Autorisation de signer l'avenant n°1 à la convention,

Vu le règlement général de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH),

Considérant la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain Multi-sites Centre-ville et centres-bourgs signée le 9 juillet 2018 entre l'ANAH, la Communauté d'Agglomération de Saintes, 7 communes bénéficiant d'un périmètre de renouvellement urbain et quatre autres partenaires,

Considérant l'avenant n°1 signé le 30 juin 2020,

Considérant que l'avenant n°2 à cette convention a pour objet la modification de l'article 5.3.1, Règles d'application, suite à des erreurs de saisie dans la rédaction de l'avenant n°1 :

-Le taux d'aide à la réhabilitation de logements indignes de propriétaires très modestes est de 30 % comme indiqué dans le tableau récapitulatif des aides joint à l'avenant n°1 et non de 20 %,

- Ajout du terme « très » qui a été omis deux fois dans le paragraphe sur les propriétaires très modestes,

Au regard des éléments ci-exposés, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'autoriser le Président, ou son représentant en charge de l'Habitat à signer l'avenant n°2 ci-annexé à la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat avec un volet Renouvellement Urbain (OPAH-RU) Multi-sites Centre-ville et centres bourgs, ainsi que tous les documents à intervenir dans ce cadre.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 62 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

Débat sur la politique locale de l'urbanisme : point d'étape PLUI

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS précise que dans le cadre de la prise de compétence urbanisme et PLUI au 1^{er} janvier, la loi oblige à tenir un débat. Il s'agira plutôt d'une information, cette prise de compétence étant récente. Cette compétence s'applique sur le suivi des procédures en cours. Le second point concerne la démarche PLUI à l'œuvre. Le troisième point abordera le droit de préemption urbain et le suivi des déclarations d'intention d'aliéner.

Certaines procédures ont été lancées avant la prise de compétence, elles se poursuivent et se termineront dans l'année à venir. Un certain nombre d'autres procédures ont été lancées cette année, elles sont désormais suivies par l'agglomération. Il s'agit principalement de modifications simplifiées des PLU pour les procédures en cours. Durant tout le déroulé du PLUI, chaque commune aura la possibilité si le besoin s'en fait sentir, de procéder à des modifications simplifiées dans un cadre bien précis.

Le cycle de présentation de la compétence urbanisme et PLUI vient de s'achever. Dès la rentrée de janvier, il s'agira de s'atteler à la mise en place et à la rédaction de la charte de gouvernance du PLUI. Ce travail va se poursuivre jusqu'au printemps, qui marquera la date de départ officielle de la démarche PLUI. Celle-ci commencera par le Programme d'Aménagement et de Développement Durable. Une traduction réglementaire de ce PADD sera ensuite effectuée. Ces étapes ont été présentées lors des différentes réunions tenues dans les semaines précédentes.

En ce qui concerne l'exercice du droit de préemption urbain, certaines communes ont conservé cette compétence, tandis que d'autres l'ont confiée à la CDA. Le total des déclarations d'intention d'aliéner s'élève à 1 210 dossiers entre janvier et novembre 2020. Saintes occupe la plus grande part. Seulement deux dossiers ont abouti à une préemption effective.

Monsieur Pierre DIETZ adresse ses félicitations concernant les soirées de présentation organisées. Les éléments ont été mis en perspective et expliqués de manière pédagogique et didactique.

2020-254. Lancement de la démarche d'élaboration du Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) sur l'agglomération de Saintes

Monsieur Fabrice BARUSSEAU précise que le législateur avait rendu ce PCAET obligatoire dès 2015 pour les EPCI de plus de 20 000 habitants. L'agglomération accuse donc un léger retard. Ce plan englobe les problématiques évoquées précédemment. Le PLUI doit s'inscrire dans ce plan, et il est urgent de le lancer. Il a vocation à être concerté avec un public plus large comprenant l'ensemble des acteurs liés à la CDA, comme les entreprises et les citoyens. Un modèle d'organisation sera proposé afin de tenir le débat avec ces acteurs. Il est pour l'instant proposé de lancer ce plan, avec des objectifs très généraux, qui seront affinés lors d'une prochaine délibération. Au niveau régional, ce plan doit être compatible avec le STRADDET. Il doit également être tenu compte du SCoT. Les imbrications sont multiples, et il est essentiel de pouvoir mener à bien ce plan d'ici la fin de l'année 2021.

Monsieur Jean-Philippe MACHON remarque qu'il s'agit d'un plan supplémentaire dans la démarche territoire à énergie positive, qui est très importante. Il souhaite savoir si des aides sont octroyées pour financer ce plan, qui comprendra certainement des diagnostics, des études et de la rédaction.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS confirme que le plan a un coût, estimé à environ 65 000 euros. Ce plan supplémentaire est imposé par le législateur, il est nécessaire de s'y soumettre. Quelques aides de l'État sont accordées, mais ne compenseront pas l'intégralité de la dépense. Un montant de 5 000 euros est envisagé.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE demande si un délai d'obtention des résultats visés est estimé, et quels objectifs seront prioritaires.

Monsieur Fabrice BARUSSEAU indique que le plan doit prendre en compte un certain nombre de problématiques, il est transversal sur l'ensemble des politiques, qui ont toutes un rapport avec l'environnement. Des actions devront être proposées, qui seront déclinées ensuite dans l'ensemble des domaines de compétence. En matière de délai, il serait intéressant que ce PCAET voie le jour au début de l'année 2022, afin que le PLUI puisse s'inscrire à l'intérieur de ce plan. Il existe donc une certaine urgence à mener et à construire ce plan. Il s'agira d'une concertation très large, à mener dans un délai raccourci.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 229-25 et L. 229-26 relatifs au bilan des émissions de gaz à effet de serre et plan climat air énergie territorial (PCAET),

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 dite Loi Grenelle 2, portant engagement national pour l'environnement,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, et notamment son article 188 qui précise que le plan climat air énergie territorial est porté par les intercommunalités de plus de 20 000 habitants et concerne tout le territoire de l'EPCI,

Vu la loi n°2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat,

Vu le décret n°2011-829 du 11 juillet 2011, relatif au bilan des émissions de gaz à effet de serre et au PCAET,

Vus le décret n°2016-849 du 28 juin 2016 et son arrêté d'application du 4 août 2016, qui précisent le contenu du PCAET et ses modalités d'application,

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes,

Vu le décret n°2020-456 du 21 avril 2020 relatif à la programmation pluriannuelle de l'énergie,

Vu le décret n°2020-457 du 21 avril 2020 relatif aux budgets carbone nationaux et à la stratégie nationale bas-carbone,

Vu l'arrêté du 27 mars 2020 de la préfète de la région Nouvelle-Aquitaine portant approbation du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Nouvelle-Aquitaine,

Vu la délibération n°2016-212 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2016 portant engagement de la CDA de Saintes dans la démarche Cit'ergie,

Vu la délibération n°2017-173 du Conseil Communautaire en date du 14 septembre 2017 approuvant le dossier de candidature à l'appel à projet territoire à Énergie Positive (TEPOS) et son programme d'actions,

Vu la délibération n°2017-174 du Conseil Communautaire en date du 19 octobre 2017 approuvant le projet de Territoire et en particulier l'action « réussir la transition énergétique »,

Considérant l'obligation, issue de l'article L.229-26 du code de l'environnement, pour l'agglomération de Saintes, de réaliser un PCAET,

Considérant que le PCAET est une démarche de planification coordonnée par l'agglomération de Saintes, à la fois stratégique et opérationnelle qui concerne tous les secteurs d'activité,

Considérant que le PCAET a donc vocation à mobiliser l'ensemble des acteurs économiques, sociaux et environnementaux et qu'il s'applique à l'échelle du territoire de l'agglomération de Saintes,

Considérant que le PCAET a pour objectifs :

- de réduire les émissions de GES du territoire (volet atténuation) ;
- d'adapter le territoire aux effets du changement climatique, afin d'en diminuer la vulnérabilité (volet adaptation).
- d'améliorer la qualité de l'air (volet air)

Considérant que l'énergie est le principal levier d'action dans la lutte contre le changement climatique et la pollution de l'air avec 3 axes de travail : la sobriété énergétique, l'amélioration de l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables,

Considérant que l'agglomération de Saintes exprime depuis 2016 sa volonté de s'engager dans la démarche Cit'ergie qui est financée en partie par l'ADEME et le programme LEADER à hauteur de 80 %,

Considérant que l'agglomération de Saintes est engagée depuis 2018 dans le programme Territoire à Énergie Positive (TEPOS),

Considérant les règles de compatibilité du PCAET :

- Il doit être compatible avec les règles du SRADDET
- Il doit prendre en compte le SCoT, les objectifs du SRADDET et la stratégie nationale bas carbone tant que le schéma régional ne l'a pas lui-même prise en compte
- Le PLUi doit prendre en compte le PCAET. À compter du 1er avril 2021, Le PLUi devra être compatible avec le PCAET.

Considérant qu'au vu de l'ensemble des éléments sus cités, l'agglomération proposera les modalités d'élaboration et de concertation du PCAET,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- D'acter le lancement d'une démarche d'élaboration d'un Plan Climat Énergie comprenant entre autres :
 1. La réalisation d'un diagnostic territorial,
 2. La réalisation d'une évaluation environnementale stratégique,
 3. L'élaboration d'une stratégie territoriale,
 4. La construction d'un programme d'action et de ses modalités de suivi.
- D'autoriser le Président, ou son représentant en charge entre autres de la Transition écologique, à signer tous documents afférents à la présente délibération.
- D'autoriser le Président, ou son représentant, à rechercher les financements nécessaires à cette démarche.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 62 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

SOLIDARITÉS

2020-255. Gel de la révision et de l'indexation des tarifs des loyers des terrains familiaux pour l'année 2021

Monsieur Pascal GILLARD indique que neuf terrains sont concernés. La crise sanitaire ayant impacté une population déjà en situation précaire et fragilisée, le gel est proposé de manière à ce que les loyers demeurent à 416,44 euros par terrain.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dite loi NOTRe, rendant la compétence « création, aménagement, entretien et gestion d'aires d'accueil des gens du voyage » obligatoire,

Vu la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 6°), « Accueil des Gens du Voyage » et comprenant entre autres « la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1^{er} de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage »,

Vu la délibération n°2018-60 du Conseil Communautaire en date du 15 mars 2018 portant fixation des montants des loyers des terrains familiaux locatifs,

Considérant que les personnes gens du voyage présentes sur les terrains familiaux locatifs paient leur loyer directement à la trésorerie de Saintes et s'acquittent de leurs factures d'eau, d'électricité et ordures ménagères,

Considérant la révision et l'indexation annuelles des montants des loyers des terrains familiaux locatifs prévues dans la délibération n°2018-60 du Conseil Communautaire en date du 15 mars 2018,

Considérant les difficultés professionnelles et sociales que connaît le public défavorisé des gens du voyage en cette année de pandémie,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- De suspendre, la révision et l'indexation annuelles des montants des loyers des terrains familiaux locatifs prévue le 1^{er} janvier 2021.

- De maintenir la tarification du loyer des parcelles bâties à la somme de 416,44 € mensuels du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021.

- De charger Monsieur le Président, ou son représentant en charge des questions relatives aux Gens du Voyage de la notification de cette délibération à la Trésorerie de Saintes.

- D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des questions relatives aux Gens du Voyage, à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 61 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

2020-256. Contrat de Ville - Prolongation de la convention locale d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB)

Madame Véronique ABELIN-DRAPRON précise qu'il s'agit du deuxième avenant proposé, deux prolongations du dispositif ayant déjà eu lieu précédemment. Cet avenant a pour but de mettre en place la contrepartie financière du bailleur social à l'abattement de la TFPB. Cet abattement est prévu par le Code général des impôts, et a été prolongé de deux ans. L'idée est de pouvoir prolonger également, grâce à cet avenant, les actions mises en place en contrepartie, notamment par la SEMIS, dans le cadre de l'amélioration du cadre de vie dans les quartiers prioritaires et des différentes actions d'accompagnement des publics en logement social.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5211-10,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 4°) relatif à la « Politique de la ville dans la Communauté », et plus particulièrement aux programmes d'actions définis dans le contrat de ville,

Vu la délibération n°2015-72 du Conseil Communautaire en date du 29 septembre 2015 portant autorisation de signer le Contrat de Ville,

Vu le contrat de Ville signé le 30 septembre 2015, et les priorités retenues dans ce dernier,

Vu la délibération n°2019-182 du Conseil Communautaire en date du 07 novembre 2019 portant autorisation de signer le protocole d'engagements renforcés et réciproques 2019-2022 du Contrat de Ville,

Vu la délibération du Bureau Communautaire n°2015-110 en date du 22 décembre 2015 autorisant la signature de la convention locale d'utilisation de l'abattement de la TFPB,

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°2018-201 en date du 27 septembre 2018 autorisant la signature de l'avenant de prolongation de la convention locale d'utilisation de l'abattement de la TFPB annexée au Contrat de Ville,

Considérant la convention locale d'utilisation de l'abattement de la TFPB signée en date du 12 janvier 2016, portant sur une durée de 3 ans, de 2016 à 2018.

Considérant l'avenant à la convention locale d'utilisation de l'abattement de la TFPB signé en date du 28 septembre 2018, portant sur une durée de 2 ans, de 2019 à 2020.

Considérant le projet d'avenant à la convention locale d'utilisation de l'abattement de TFPB annexé, qui prévoit la prolongation de deux années supplémentaires de la convention et le plan d'actions pour les années 2021 et 2022.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les termes de l'avenant 2 de prolongation de la convention locale d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) ci-joint.*
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge de la Politique de la Ville, à signer l'avenant 2 ci-joint.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 61 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

2020-257. Autorisation de signer l'accord-cadre d'« Achat de prestation d'insertion et de qualification pour les publics résidant sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes et rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi »

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS explique que l'accord-cadre a été mis en place en 2017, et fonctionne très bien. L'idée est de vendre de la prestation pour les structures d'insertion, afin qu'elles disposent de supports d'insertion pour les personnes en difficultés face à l'accès à l'emploi. Ce phénomène risque de ne pas diminuer du fait de la conjoncture actuelle. Il est proposé de signer un nouvel accord-cadre pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021. Cette fois-ci, l'accord n'est pas borné en matière de montant, et sera renouvelable trois fois de suite. Les premières fois, il avait été borné à 205 000 - 215 000 euros, et ces seuils ont été rapidement dépassés. Il était alors nécessaire de mettre en place des avenants pour rouvrir des heures d'insertion. L'ensemble des services de l'agglomération se sont mis en rapport avec le service insertion sur ce sujet. De nombreux petits travaux peuvent être effectués par les structures d'insertion, et un appel d'offres a été réalisé dans l'année. Il a été fructueux, et un groupement de structures d'insertion a été retenu.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique et notamment les articles L 2124-2, R 2124-2, L 2113-13, R 2161-2 à R 2161-5 R 2162-2, R 2162-7 à -9,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Vu la délibération n°2020-121 du conseil Communautaire du 30 juillet 2020 portant délégation du Conseil Communautaire au Président, et notamment le point n°4 relatif à la passation des marchés et de leurs avenants,

Considérant que la délégation au Président n'est consentie que pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation à l'exception de la décision de signer les marchés et les accords-cadres, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant supérieur aux seuils des procédures formalisées prévus par les textes en vigueur pour les marchés publics de fournitures et services et supérieur à 2 000 000 € H.T pour les marchés publics de travaux ainsi que toute décision concernant leurs avenants sans incidence financière ou avec une incidence financière limitée en cas d'augmentation à 5 % du montant global du marché initial, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant que l'accord-cadre à marchés subséquents d'achat de prestation d'insertion et de qualification pour les publics résidant sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes et rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi est d'un montant supérieur au seuil susvisé,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes a lancé une consultation pour l'achat de prestation d'insertion et de qualification pour les publics résidant sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes et rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi, sous la forme d'un appel d'offres ouvert (publicité en date du 18 juin 2020),

Considérant que la consultation est composée d'un lot unique,

Considérant que la Commission d'Appel d'Offres de la Communauté d'Agglomération de Saintes a attribué, le 03 novembre 2020, l'accord-cadre d'achat de prestation d'insertion et de qualification pour les publics résidant sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes et rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi, au groupement Le SAS, Erequa'sol, St Fiacre, ADEF, dont le mandataire est Le SAS, 21 rue de l'Abattoir, 17100 SAINTES,

Considérant que l'accord-cadre est passé sans montant minimum ni montant maximum,

Considérant que l'accord-cadre est conclu à compter du 1^{er} janvier 2021 jusqu'au 31 décembre 2021, reconductible tacitement pour une durée de trois fois un an, soit une durée maximum de quatre ans.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'autoriser Monsieur le Président, à signer l'accord-cadre et toutes les pièces liées à la procédure avec le groupement Le SAS, Erequa'sol, St Fiacre, ADEF représenté par son mandataire, Le SAS, sis 21 Rue de l'Abattoir, 17100 SAINTES.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 61 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

INFORMATIONS DIVERSES

- Questions diverses

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite revenir sur la question qu'elle a posée à l'occasion de la délibération sur les ressources humaines, pour laquelle elle n'a pas obtenu de réponse. Elle demande quelle sera la stratégie de la CDA en matière de résolution des contrats qui sont précaires depuis des années.

Monsieur le Président indique que ce point est en cours de travail. Le DRH est présent depuis deux mois et prend en compte ce sujet avec Madame CHEMINADE, Monsieur PANNAUD et l'ensemble des vice-présidents.

Monsieur Jean-Philippe MACHON a plusieurs questions relatives à la liste des décisions prises par le Président. Tout d'abord, il souhaite en savoir plus concernant le recrutement d'un futur DGS, en particulier combien de candidats seront présentés et quelle est l'échéance.

Ensuite, concernant la décision 20-308, il souhaite obtenir des détails sur le prêt de deux millions d'euros pour la réhabilitation du bâtiment pour le siège de la CDA.

Enfin, en ce qui concerne la décision 20-312, il souhaite savoir qui est la société Saintonge Immobilier.

Monsieur le Président indique qu'il a été fait appel à un cabinet de recrutement afin de recruter un(e) DGS. Les recrutements sont en cours, cinq bons profils se sont présentés. Le choix effectué sera dévoilé très rapidement.

Le prêt destiné à financer le nouveau siège a été négocié à 0,55 %, ce qui constitue une bonne opportunité. La somme correspond à la part revenant à l'agglomération pour financer ce site. Après négociations, la subvention de l'État a été augmentée de façon substantielle puisqu'elle dépasse le million d'euros d'aide. Une négociation est également en cours avec le Conseil départemental afin qu'il vienne abonder ce siège. Pour ce qui est de la dernière question, il s'agit d'une location avec le Crédit Agricole à la Cité entrepreneuriale.

Monsieur Joseph DE MINAC revient sur la contribution du SDIS. L'appel de fonds pour le budget 2021 a été reçu. Il a constaté qu'il était revalorisé de 10 % tous les ans depuis trois ans. Il ne semble pas y avoir eu de délibération votée pour un lissage de l'augmentation pendant treize ans de 10 % des cotisations afin d'effectuer un rattrapage. Il demande des précisions sur ce sujet.

Monsieur le Président explique que le sujet est complexe. La contribution versée au SDIS comprend une partie départementale et une partie communale. Elle a été revalorisée, il se trouve que les villes de taille importante payaient beaucoup pour les autres et une remise en question des calculs a eu lieu. La ville de Saint-Jean-d'Angély avait porté plainte contre le SDIS et avait gagné, le tribunal estimant qu'elle payait beaucoup plus cher que les autres. Cela a généré une réflexion globale sur l'ensemble du département, avec de nouveaux critères, permettant une répartition au plus juste du coût des sapeurs-pompiers sur l'ensemble du territoire de la Charente-Maritime. Certains ont obtenu des réductions, tandis que d'autres ont constaté des augmentations.

Monsieur Joseph DE MINAC observe que si ce lissage se poursuit sur treize ans, les sommes vont être difficiles à soutenir pour les collectivités.

Monsieur le Président propose d'inviter un intervenant du SDIS en conférence des maires, afin de pouvoir leur expliquer plus clairement la situation.

L'ordre du jour étant épuisé et en l'absence d'autres questions diverses, Monsieur le Président lève la séance. Le prochain Conseil Communautaire est fixé au 26 janvier.